

## EVIDENCE

OTTAWA, Monday, November 28, 2022

The Standing Senate Committee on National Security, Defence and Veterans Affairs met with videoconference this day at 4 p.m. [ET] to examine and report on issues relating to security and defence in the Arctic.

**Senator Tony Dean** (*Chair*) in the chair.

[*English*]

**The Chair:** Welcome to this meeting of the Standing Senate Committee on National Security, Defence and Veterans Affairs. I am Tony Dean, a senator from Ontario and chair of the committee.

I am joined today by my fellow committee members, deputy chair Senator Jean-Guy Dagenais representing Quebec, Senator Dawn Anderson representing Northwest Territories, Senator Peter Boehm representing Ontario, Senator Pierre-Hugues Boisvenu representing Quebec, Senator Donna Dasko representing Ontario, Senator Marty Deacon representing Ontario, Senator Clément Gignac representing Quebec, Senator Victor Oh representing Ontario, Senator David Richards representing New Brunswick and Senator Hassan Yussuff representing Ontario.

For those watching today's session, we are continuing our study on security and defence in the Arctic, including military infrastructure and security capabilities. The topic we will explore today is Arctic governance and northern perspectives.

Joining us in our first panel, we welcome to the committee by video conference Bridget Larocque, Chair of the Northern Advisory Board, North American and Arctic Defence and Security Network, and policy advisor with the Arctic Athabaskan Council; and Devlin Fernandes, Executive Director of the Gwich'in Council International.

Thank you for joining us today. We will begin the session by inviting you to provide your opening remarks, to be followed by questions from our members.

**Bridget Larocque, Chair, Northern Advisory Board, North American and Arctic Defence and Security Network, as an individual:** Thank you for the invitation. I will provide some opening comments and then welcome any questions you may have.

From an Arctic governance and northern perspective, as part of my own assertion of self-determination and governance, my engagement with the North American and Arctic Defence Security Network as network co-lead and chair, Northern

## TÉMOIGNAGES

OTTAWA, le lundi 28 novembre 2022

Le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale, de la défense et des anciens combattants se réunit aujourd'hui, à 16 heures (HE), avec vidéoconférence, afin d'examiner, pour en faire rapport, les questions relatives à la sécurité et à la défense dans l'Arctique.

**Le sénateur Tony Dean** (*président*) occupe le fauteuil.

[*Traduction*]

**Le président :** Bienvenue à cette réunion du Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale, de la défense et des anciens combattants. Je m'appelle Tony Dean et je suis un sénateur de l'Ontario et le président du comité.

Je suis en compagnie de mes collègues membres du comité : le sénateur Jean-Guy Dagenais, du Québec, vice-président du comité; la sénatrice Dawn Anderson, des Territoires du Nord-Ouest; le sénateur Peter Boehm, de l'Ontario; le sénateur Pierre-Hugues Boisvenu, du Québec; la sénatrice Donna Dasko, de l'Ontario, la sénatrice Marty Deacon, de l'Ontario; le sénateur Clément Gignac, du Québec; le sénateur Victor Oh, de l'Ontario; le sénateur David Richards, du Nouveau-Brunswick; le sénateur Hassan Yussuff, de l'Ontario.

Je précise à l'intention de ceux qui suivent la séance que nous poursuivons aujourd'hui notre étude sur la sécurité et la défense dans l'Arctique, y compris l'infrastructure militaire et les capacités de sécurité. Le sujet à l'ordre du jour est la gouvernance de l'Arctique et les perspectives du Nord.

Dans notre premier groupe de témoins, qui comparaitront par vidéoconférence, nous accueillons Bridget Larocque, présidente, Conseil consultatif du Nord, Réseau sur la défense et la sécurité nord-américaines et arctiques, et conseillère en politiques auprès du Conseil des Athabaskans de l'Arctique, ainsi que Devlin Fernandes, directrice générale du Conseil international des Gwich'in.

Merci de vous joindre à nous aujourd'hui. Nous allons commencer en vous invitant à faire votre déclaration liminaire, après quoi les membres du comité poseront leurs questions.

**Bridget Larocque, présidente, Conseil consultatif du Nord, Réseau sur la défense et la sécurité nord-américaines et arctiques, à titre personnel :** Je vous remercie de l'invitation à comparaître. Je vais faire une déclaration préliminaire, après quoi je répondrai avec plaisir à vos questions.

Sur le plan de la gouvernance de l'Arctique et des perspectives du Nord, comme composante de ma propre affirmation d'autodétermination et de gouvernance, mon engagement en tant que présidente du Conseil consultatif du Nord et coresponsable

Advisory Board, allows for my commitment to advance gender-based analysis plus, Indigenous reconciliation, Indigenous knowledge and to ensure that youth considerations inform our research and activities.

Our mission statement at NAADSN places emphasis on the emerging leaders node that strives to inspire, foster and empower the next generation of North American and Arctic defence and security leaders by offering a Skills Development Series, an Emerging Leaders Ideas Series and Networking Nights. We also endeavour to support and provide timely, relevant and quality research on key policy challenges clearly affecting the Arctic. The significance of NAADSN for me is represented by our three core policy challenges: defence in the Arctic, securing North America and enhancing continental defence, and significantly, climate change and the environment.

Of course, it is most preferable that Canada and the circumpolar Arctic remain as a zone of peace, but global politics is not always peaceful as we witness once again with Russia's war on Ukraine. There is heightened importance for Arctic cooperation between Canada and the U.S., taking into consideration the needs of the Indigenous Peoples' preparedness. This preparedness requires enhanced skills development for Ranger intelligence and security, human security, gendered perspectives, food security, self-determination, nation-to-nation collaboration on Arctic security issues, free, prior, and informed consent, modern-day treaties and self-government, enhanced communication with Indigenous peoples and stewardship of lands and the environment.

I make special note that in 1994, the UN's human development report expanded the notion of security to include food, health, community, environment, economic, personal political security and to protect the environment for future generations. That's where the majority of our work with NAADSN and the Arctic Athabaskan Council comes in. The work we do clearly is for and about future generations.

I'll leave it at that, and thank you once again.

**The Chair:** Thank you very much, Ms. Larocque.

**Devlin Fernandes, Executive Director, Gwich'in Council International:** Thank you for inviting Gwich'in Council International to speak with you on Arctic governance and northern perspectives. We understand you met with leadership and staff from Gwich'in Tribal Council in Inuvik in October, and we are pleased you travelled to Gwich'in lands to hear their

du Réseau sur la défense et la sécurité nord-américaines et arctiques me permet de travailler à promouvoir l'Analyse comparative entre les sexes Plus, la réconciliation avec les Autochtones et le savoir autochtone et à faire en sorte que les enjeux concernant les jeunes entrent en ligne de compte dans nos recherches et nos activités.

L'énoncé de mission du RDSNAA insiste sur le noyau de leaders émergents qui vise à inspirer, à favoriser et à préparer la prochaine génération de leaders dans le domaine de la défense et de la sécurité nord-américaines et arctiques. Pour cela, il offre un programme de perfectionnement des compétences, un programme d'idées pour leaders émergents et des soirées de réseautage. Nous nous employons également à soutenir et à produire des recherches opportunes, pertinentes et valables sur les grands défis stratégiques qui concernent clairement l'Arctique. À mes yeux, la raison d'être du RDSNAA réside dans nos trois défis stratégiques fondamentaux: défense dans l'Arctique, sécurité de l'Amérique du Nord et renforcement de la défense continentale, sans oublier le changement climatique et l'environnement.

Bien entendu, il est préférable que le Canada et l'Arctique circumpolaire demeurent une zone de paix, mais la politique des États n'est pas toujours pacifiste, à preuve la guerre de la Russie contre l'Ukraine. La coopération entre le Canada et les États-Unis dans l'Arctique prend une importance accrue en raison du besoin d'assurer l'état de préparation des peuples autochtones, ce qui nécessite un renforcement des compétences dans plusieurs domaines: renseignement et sécurité des Rangers, sécurité humaine, perspectives sexospécifiques, sécurité alimentaire, autodétermination, collaboration de nation à nation sur les enjeux de sécurité dans l'Arctique, consentement libre, préalable et éclairé, traités modernes et autonomie gouvernementale, amélioration de la communication avec les peuples autochtones et intendance des terres et de l'environnement.

Je signale qu'en 1994 le rapport des Nations unies sur le développement humain a élargi la notion de sécurité pour y inclure la sécurité alimentaire, sanitaire, communautaire, environnementale, économique et politique personnelle, ainsi que la protection de l'environnement pour les générations futures. C'est dans ce domaine que nous accomplissons la plus grande partie de notre travail avec le RDSNAA et le Conseil des Athabaskans de l'Arctique. C'est clairement pour les générations futures que nous le faisons.

Je vais m'arrêter ici. Je vous remercie encore une fois.

**Le président :** Merci beaucoup, madame Larocque.

**Devlin Fernandes, directrice générale, Conseil international des Gwich'in :** Merci d'avoir invité le Conseil international des Gwich'in à vous parler de la gouvernance de l'Arctique et des perspectives du Nord. Nous avons appris que vous avez rencontré les dirigeants et le personnel du Conseil tribal des Gwich'in à Inuvik en octobre et nous sommes heureux

perspective. I hope everyone was feeling okay by the end of that trip as well.

My name is Devlin Fernandes and I serve as the executive director for Gwich'in Council International. We represent 9,000 Gwich'in in the Northwest Territories, the Yukon and Alaska at the international level to support resilient and healthy communities, and we have Permanent Participant status at the Arctic Council. Our membership consists of two representative bodies in Canada and one in Alaska: Gwich'in Tribal Council, who represent the beneficiaries of the Gwich'in Land Claim Settlement Act in the Northwest Territories, the Vuntut Gwichin First Nation, which is a self-governing First Nation in Old Crow Yukon, and the Council of Athabaskan Tribal Governments made up of 10 chiefs of Gwich'in communities in Alaska. We operate as a not-for-profit organization with an office in Yellowknife and a volunteer board of directors nominated by our membership organizations.

We appreciate that, in exercising its responsibilities, the Government of Canada has obligations to define its boundaries, ensure the safety and security of Canadians and maintain operational readiness of the Armed Forces. However, there are also responsibilities and considerations to Indigenous peoples, and today I'm going to share some of our priorities and some considerations and questions for you as you continue your work on this study.

The Gwich'in Nation has been and will continue to be involved in the building out of Arctic governance. This is our North, our land and our people, and we are committed to peace, security and safety in our homelands and across the Arctic. The Gwich'in Nation has long advocated for respect and recognition of our sovereignty and right to self-determination. In Canada, all Gwich'in are covered by settled land claims, and the Vuntut Gwichin are currently self-governing, while Gwich'in in the Northwest Territories are in the process of negotiating a self-government agreement. The land claims cover many areas which intersect with Canadian interests around planning, security and defence, and Canada's responsibilities under land claim agreements have direct relevance for decision makers and how work gets carried forward.

Our vision for the role of Indigenous peoples is that we are essential in governing the Arctic and must be included in discussions on governance and leadership in the Arctic. We are collaborative and want to work in cooperation for our homelands. We are partners in decision-making, and there can be no decisions about the Arctic without us. We recognize that we are in an unprecedented time, but there is no greater time for valuing and embracing the importance of Indigenous leadership in Arctic governance. We joined the Arctic Council in 2000 and

que vous vous soyez rendus chez eux pour les entendre. J'espère que tous se sont trouvés bien portants au terme de leur voyage.

Je m'appelle Devlin Fernandes et je suis directrice générale du Conseil international des Gwich'in, qui représente 9 000 Gwich'in des Territoires du Nord-Ouest, du Yukon et de l'Alaska à l'échelle internationale avec pour mission de la résilience et la santé des collectivités et a le statut de participant permanent au Conseil de l'Arctique. Nous comptons parmi nos membres deux organismes représentatifs au Canada et un en Alaska, soit le Conseil tribal des Gwich'in, qui représente, dans les Territoires du Nord-Ouest, les bénéficiaires de la Loi sur le règlement de la revendication territoriale des Gwich'in, la Première Nation Vuntut Gwichin, qui est une Première Nation autonome à Old Crow, au Yukon, et le Council of Athabaskan Tribal Governments, composé de 10 chefs de collectivités gwich'in en Alaska. Nous sommes un organisme sans but lucratif avec un bureau à Yellowknife et un conseil d'administration composé de bénévoles nommés par les organisations membres.

Nous comprenons que, dans l'exercice de ses responsabilités, le gouvernement du Canada a l'obligation de définir ses frontières, d'assurer la sécurité des Canadiens et de maintenir l'état de préparation opérationnelle des forces armées. Cependant, il y a aussi des responsabilités et des considérations à l'égard des peuples autochtones, et je veux aujourd'hui vous faire part de certaines de nos priorités, ainsi que de quelques questions et points à considérer dans le cadre de votre étude.

La nation gwich'in a participé et continuera de participer à l'établissement de la gouvernance dans l'Arctique. Il s'agit de notre Nord, de notre terre et de notre peuple, et nous sommes résolus à assurer la paix, la sûreté et la sécurité sur nos terres ancestrales et dans l'ensemble de l'Arctique. Depuis longtemps, la nation gwich'in demande le respect et la reconnaissance de sa souveraineté et de son droit à l'autodétermination. Au Canada, tous les Gwich'in sont visés par une entente sur les revendications territoriales, et les Vuntut Gwichin jouissent actuellement de l'autonomie gouvernementale autonome, tandis que les Gwich'in des Territoires du Nord-Ouest sont en train de négocier une entente d'autonomie gouvernementale. Les revendications territoriales portent sur de nombreux points qui recoupent les intérêts canadiens en matière de planification, de sécurité et de défense, et les responsabilités du Canada en vertu des règlements des revendications territoriales touchent directement les décideurs et la façon dont le travail se fait.

Notre vision du rôle des peuples autochtones est que nous sommes essentiels à la gouvernance dans l'Arctique et que nous devons prendre part aux discussions sur la gouvernance et le leadership dans l'Arctique. Nous avons l'esprit de collaboration et voulons travailler dans cet esprit sur notre territoire. Nous sommes des partenaires dans le processus décisionnel, et il ne peut se prendre de décisions concernant l'Arctique sans notre participation. Nous comprenons que nous vivons une période sans précédent, mais il n'y a pas de meilleur moment pour

have over 20 years of demonstrated participation and contributions that we've seen by Indigenous peoples, states, relationship building, knowledge exchange and mobilization.

The Gwich'in nation generally has a bi-annual gathering although, because of COVID, it has been postponed a few years. This summer, we met in Old Crow, Yukon, and there were eight key priorities affirmed across the nation. These included nation connection, cross-border mobility, climate change, language revitalization, healing, addressing lateral violence, the Porcupine caribou herd and salmon. Each community and region may have its own priorities, but these are shared across Gwich'in in Alaska, the Yukon and the Northwest Territories.

As this committee looks at Arctic governance and northern perspectives, we want to leave you with some considerations. First, what are the responsibilities of Canada to rights holders and in respect of land claims as it pursues its security and defence goals, and what do those responsibilities look like in terms of engagement, consultation and activities on their land? Second, what are the implications of working with and alongside a transboundary nation on health care, food security, harvesting rights and connectivity? Third, how can investments in the North, which are meant to advance security and defence goals, also be complementary and contribute to building local and regional economies, addressing and supporting nation goals of connectivity, good health care and good infrastructure in communities?

We believe that governance cannot be siloed into the different geopolitical regions — Alaska, Yukon and the Northwest Territories. What happens on an international scale is very much connected and related to what happens nationally, regionally and locally. We believe that investments into the North have great potential to benefit those in the North.

Thank you very much for your time today. As Ms. Larocque said, I look forward to answering any questions and the discussion we may have. *Mahsi'cho*.

**The Chair:** Thank you, Ms. Fernandes.

Before we proceed to questions, I will say that we heard, Ms. Fernandes, as we crossed the North, repeated references to “nothing about us without us,” and not excluding other things you've mentioned, certainly, but also the connection between investments and defence and security and those investments that would improve social and economic infrastructure. So you are

reconnaître l'importance du leadership autochtone pour la gouvernance dans l'Arctique et la valoriser. Nous nous sommes joints au Conseil de l'Arctique en 2000 et, depuis plus de 20 ans, nous montrons ce que la participation et la contribution des peuples autochtones apportent à l'action des États, à l'établissement de relations, à l'échange de connaissances et à la mobilisation.

La nation gwich'in tient ordinairement un rassemblement semestriel, mais il a été reporté de quelques années en raison de la COVID-19. Cet été, nous nous sommes rassemblés à Old Crow, au Yukon, et avons à cette occasion établi huit grandes priorités pour l'ensemble de la nation, à savoir la connectivité, la mobilité transfrontalière, le changement climatique, la revitalisation de la langue, la guérison, la lutte contre la violence latérale, les caribous de la Porcupine et le saumon. Chaque collectivité et région peut avoir ses propres priorités, mais celles-ci sont communes aux Gwich'in de l'Alaska, du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest.

Aux fins de votre examen de la gouvernance dans l'Arctique et des perspectives du Nord, nous souhaitons porter à votre attention certains points à considérer. En premier lieu, quelles sont les responsabilités du Canada envers les titulaires de droits et sur le plan des revendications territoriales dans la poursuite de ses objectifs de sécurité et de défense et quelle est la nature de ses responsabilités en matière d'engagement, de consultation et d'activités sur leurs terres? En deuxième lieu, quelles sont les conséquences d'une collaboration avec une nation transfrontalière relativement aux soins de santé, à la sécurité alimentaire, aux droits de récolte et à la connectivité? En troisième lieu, comment les investissements dans le Nord qui se rapportent aux objectifs de sécurité et de défense peuvent-ils être complémentaires et contribuer à bâtir les économies locales et régionales et à atteindre les objectifs de connectivité, de soins de santé et d'infrastructure dans les collectivités?

Nous croyons que la gouvernance ne peut pas être cloisonnée dans les différentes régions géopolitiques: l'Alaska, le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest. Ce qui se passe à l'échelle internationale est étroitement lié à ce qui se passe à l'échelle nationale, régionale et locale. Nous croyons que les investissements dans le Nord pourraient comporter de grands avantages pour les habitants du Nord.

Merci beaucoup du temps que vous nous avez consacré aujourd'hui. Comme Mme Larocque, je serai heureuse de répondre à vos questions et de discuter avec vous. *Mahsi'cho*.

**Le président :** Merci, madame Fernandes.

Avant de passer aux questions, je tiens à dire que, au cours de notre séjour dans le Nord, nous avons entendu Mme Fernandes répéter qu'il n'y a rien qui nous concerne qui doit se faire sans nous et, sans exclure les autres choses que vous avez mentionnées, c'est certainement aussi le cas pour les investissements de défense et de sécurité et ceux qui

not alone, but it's important to hear your voices here today as well.

We will now proceed to questions. I wish to ask members in the room to please refrain from leaning too closely to their microphone or please to remove your earpiece when doing so. This will avoid any sound feedback that could negatively impact committee staff in the room. I would also ask you to keep your questions short and indicate which witness you would like to answer your question.

[*Translation*]

**Senator Dagenais:** My first question is for Ms. Larocque. There is what can be called the political angle when talking about Arctic defence. Obviously, there's the angle of the peoples who occupied these territories long before Canadians and Americans. Is there a difference between what the representatives of your organizations are asking for and what the peoples are willing to accept?

[*English*]

**Ms. Larocque:** I'm not quite sure if I understand the question properly, but I'm making the assumption that with respect to Athabascans in the Arctic being a distinct nation — or is there more to expand upon that?

[*Translation*]

**Senator Dagenais:** What I mean is that your organizations still have expectations about the Arctic territory. Do these expectations in line with what the peoples are demanding? There may be differences between the peoples in the territory. Obviously, they have been there for a long time. Do the expectations correspond with the will of the peoples, or are there sometimes differences of opinion?

[*English*]

**Ms. Larocque:** Thank you for the question.

I think we have to be very aware that there are distinct Aboriginal peoples in Canada, so the Métis, the First Nations and the Inuit. All of those will have distinct demands or requirements or assertions for their self-determination.

In the Arctic Athabaskan Council, the leadership serves the people, so it is the people that are the decision makers. The people will bring their concerns to the leadership, and then the leadership, in any ethical organization, will uphold the needs and desires of the people they represent. Clearly, the Arctic Athabaskan Council represents its membership. However, they do not speak on behalf of any other participant of the Arctic Council, and they do not speak on behalf of the Inuit or Métis within Canada.

amélioreraient l'infrastructure sociale et économique. Vous n'êtes donc pas les seuls, mais il est important que vos voix se fassent également entendre ici aujourd'hui.

Nous allons maintenant passer aux questions. Je demande aux membres de ne pas trop s'approcher de leur microphone ou de retirer leur oreillette afin d'éviter une rétroaction acoustique susceptible d'incommoder le personnel du comité dans la salle. Je vous demande aussi de veiller à ce que vos questions soient brèves et de préciser à qui elles s'adressent.

[*Français*]

**Le sénateur Dagenais :** Ma première question s'adresse à Mme Larocque. Il y a ce qu'on peut appeler l'aspect politique des choses quand on parle de la défense de l'Arctique. Évidemment, il y a l'aspect des peuples qui occupaient ces territoires bien avant les Canadiens et les Américains. Existe-t-il une différence entre ce que demandent les représentants de vos organisations et ce que les peuples sont prêts à accepter?

[*Traduction*]

**Mme Larocque :** Je ne suis pas certaine d'avoir bien compris la question, mais je suppose qu'elle a rapport au fait que les Athabascans de l'Arctique sont une nation distincte... ou y a-t-il quelque chose qui m'échappe?

[*Français*]

**Le sénateur Dagenais :** Ce que je veux dire, c'est que vos organisations ont quand même des attentes par rapport au territoire de l'Arctique. Ces attentes correspondent-elles à ce que les peuples exigent? Il peut y avoir des différences entre les peuples sur le territoire. Évidemment, ils y sont depuis longtemps. Est-ce que les attentes correspondent avec la volonté des peuples, ou y a-t-il parfois des divergences de points de vue?

[*Traduction*]

**Mme Larocque :** Je vous remercie de la question.

Je pense qu'il faut être très conscient qu'il y a des peuples autochtones distincts au Canada, donc les Métis, les Premières Nations et les Inuits. Tous ces peuples auront des demandes, des exigences ou des affirmations distinctes en matière d'autodétermination.

Au sein du Conseil des Athabaskans de l'Arctique, les dirigeants sont au service du peuple, et c'est donc le peuple qui décide. Le peuple fait part de ses préoccupations aux dirigeants, et ceux-ci, dans toute organisation éthique, font valoir les besoins et les désirs du peuple qu'ils représentent. Il va sans dire que le Conseil des Athabaskans de l'Arctique représente ses membres. Cependant, ils ne parlent au nom d'aucun autre participant au Conseil de l'Arctique ni au nom des Inuits ou des Métis du Canada.

Clearly, when they're looking at their distinct needs with respect to self-determination, there may be some overlaps because of treaty relationships and because of nation-to-nation relationships. However, they are a very distinct group, and they'll make that perfectly clear when they are in various different venues.

I hope that answered your question.

[*Translation*]

**Senator Dagenais:** Yes, thank you very much.

I also have a question for Ms. Fernandes. Ms. Fernandes, in your opening remarks, you talked more about your language problems, which you just mentioned. Could you tell us a little bit more about your language problems?

[*English*]

**Ms. Fernandes:** Thank you very much for the question, senator.

Language has been identified as a key priority across the Gwich'in region, across the Gwich'in Nation. Gwich'in language is Dinjii Zhu' Ginjik, and there are a number of dialects as part of that language. There are efforts towards language revitalization happening in areas across the nation. These include having language nests where kids as young as two years old are going to daycares and preschools and learning languages, language classes for youth, young adults, adult learners and university classes set through the University of Alaska Fairbanks.

As with many Indigenous languages around the world, it is an endangered language. There are not many fluent speakers left. The year 2022 was the beginning of the United Nations International Decade of Indigenous Languages. As a priority area, there are activities happening at the local level. There are activities and events happening at regional levels, and we have some events planned for next year, transboundary, so at the international level.

I can point to one more example of languages. If you were part of the travelling group that went up to Inuvik, the Gwich'in Tribal Council based in Inuvik runs some pretty amazing language lessons and programming. They have just developed an app for your phone on how to interpret Dinjii Zhu' Ginjik.

In terms of Arctic governance, language contains knowledge. Language is not easily necessarily translated into English, but language is a knowledge system.

De toute évidence, lorsqu'ils considèrent leurs besoins distincts sur le plan de l'autodétermination, il peut y avoir des chevauchements en raison des relations découlant des traités et des relations de nation à nation. Cependant, ils constituent chacun un groupe très distinct et ne manqueront pas de le faire valoir très clairement à différentes tribunes.

J'espère que cela répond à votre question.

[*Français*]

**Le sénateur Dagenais :** Oui. Merci beaucoup.

J'ai aussi une question pour Mme Fernandes. Madame Fernandes, dans votre présentation, vous parlez davantage de vos problèmes de langue, dont vous venez de faire état. Pourriez-vous nous en dire un peu plus sur les problèmes de langue?

[*Traduction*]

**Mme Fernandes :** Merci beaucoup de votre question, sénateur.

La langue a été désignée comme une priorité clé dans l'ensemble de la région gwich'in, de la nation gwich'in. La langue gwich'in est le Dinjii Zhu' Ginjik et elle compte un certain nombre de dialectes. Des efforts de revitalisation linguistique sont faits dans différents endroits sur tout le territoire de la nation. Il s'agit notamment de créer des foyers linguistiques où, dès l'âge de deux ans, des enfants fréquentent des garderies et des prématernelles et apprennent les langues, et d'offrir des cours de langue destinés aux jeunes et aux adultes, jusqu'au niveau universitaire à l'Université de l'Alaska, à Fairbanks.

Comme c'est le cas pour beaucoup de langues autochtones dans le monde, il s'agit d'une langue menacée. Il ne reste plus beaucoup de personnes qui la parlent couramment. L'an 2022 a marqué le début de la Décennie internationale des langues autochtones des Nations unies. Comme il s'agit d'un domaine prioritaire, il y a des activités qui se déroulent au niveau local, des activités et des événements à l'échelle régionale, et des événements transfrontaliers, donc internationaux, sont prévus pour l'an prochain.

Je peux donner un autre exemple. Si vous étiez du groupe de voyageurs qui s'est rendu à Inuvik, vous savez peut-être que le Conseil tribal des Gwich'in, basé à Inuvik, offre des cours et des programmes de langue assez étonnants. Ils viennent de développer une appli d'interprétation du Dinjii Zhu' Ginjik pour téléphone cellulaire.

Dans l'optique de la gouvernance dans l'Arctique, il faut se rappeler que la langue véhicule des connaissances. La langue, même quand elle ne se prête pas facilement à la traduction, constitue un système de connaissances.

[Translation]

**Senator Dagenais:** Thank you, Ms. Fernandes.

**Senator Boisvenu:** Thank you to both our witnesses for the information they have given us.

My question is for Ms. Larocque. Are you aware of the Auditor General's report tabled with the government on November 15 regarding the monitoring of Arctic waters?

[English]

**Ms. Larocque:** No, I'm sorry, I'm not.

[Translation]

**Senator Boisvenu:** I understand that you are a member of the Northern Advisory Board, North American and Arctic Defence and Security Network, and that you have not seen a very important report to the federal minister on this issue. I find that somewhat worrisome. We have just returned from a tour of the Arctic, and we have a relatively narrow view of what we have seen.

Where do you think Canada stands in terms of respecting its authority over sovereignty and security in the North? How do we compare with other northern countries, including Russia, Scandinavia, Norway, in terms of performance?

[English]

**Ms. Larocque:** Thank you for that question.

There are a number of reports and consultations that are happening out there that don't necessarily get back to the various Arctic organizations. Arctic Athabaskan is directly connected to the Arctic Council, so if the reports don't get to the Arctic Council, then we clearly may not know about it. With respect to NAADSN, clearly, it wasn't presented to us. It may have been provided, but I haven't had an opportunity to read it.

There are a lot of concerns with Arctic security, with state and non-state Arctic actors. There is concern about Russia's activities and militaristic interest in the Arctic, and yet I don't personally feel that Canada as a state is in a position to defend its Arctic peoples. We have bilateral agreements with the United States. We have the work of the Arctic Council, however, on pause, so there are various different interests out there.

Canada, as a state, has a national responsibility to protect its citizens. How does that resonate for the protection of Indigenous peoples in the Arctic when, at this point in time, we have limited

[Français]

**Le sénateur Dagenais :** Merci, madame.

**Le sénateur Boisvenu :** Merci à nos deux témoins pour les informations qu'elles nous ont données.

Ma question s'adresse à Mme Larocque. Avez-vous pris connaissance du rapport de la vérificatrice générale déposé au gouvernement le 15 novembre dernier relativement à la surveillance des eaux arctiques?

[Traduction]

**Mme Larocque :** Non, je suis désolée.

[Français]

**Le sénateur Boisvenu :** Je comprends que vous faites partie du Conseil consultatif du Nord, Réseau sur la défense et la sécurité nord-américaines et arctiques, et que vous n'avez pas pris connaissance d'un rapport très important déposé au ministre fédéral en la matière. Je trouve cela relativement inquiétant. Nous arrivons d'une tournée en Arctique et nous avons un regard relativement étroit par rapport à ce qu'on a pu observer.

Selon vous, où se situe le Canada en ce qui concerne le respect de son autorité en matière de souveraineté et de sécurité dans le Nord? Où nous situons-nous par rapport aux autres pays nordiques, en incluant la Russie, la Scandinavie, la Norvège, en matière de performance?

[Traduction]

**Mme Larocque :** Je vous remercie de cette question.

Il y a un certain nombre de rapports et de consultations qui ne sont pas nécessairement portés à la connaissance des diverses organisations de l'Arctique. Le Conseil des Athabaskans de l'Arctique est directement relié au Conseil de l'Arctique, et si les rapports ne lui sont pas envoyés, il est évident que nous n'en serons pas informés. Du côté du RDSNAA, le rapport que vous mentionnez ne semble pas nous avoir été envoyé; il l'a peut-être été, mais je n'ai pas eu l'occasion de le lire.

La sécurité dans l'Arctique suscite beaucoup de préoccupations parmi les participants étatiques et non étatiques. On se préoccupe des activités de la Russie et de son intérêt militariste pour l'Arctique. Malgré cela, je ne crois pas personnellement que le Canada, en tant qu'État, soit en mesure de défendre ses peuples de l'Arctique. Nous avons des ententes bilatérales avec les États-Unis. Cependant, les travaux du Conseil de l'Arctique sont en suspens, ce qui confirme la divergence des intérêts des différents participants.

Le Canada, en tant qu'État, a la responsabilité nationale de protéger ses citoyens. On se demande en quoi cela apporte une protection aux peuples autochtones dans l'Arctique, sachant

spending from the Canadian government on Arctic security? As I indicated in my initial comments, Arctic security for us is not only from the military perspective but also from the human rights and Indigenous rights perspective.

It's a huge undertaking, but there has to be direct linkages with the Indigenous peoples as northern Arctic peoples. Although there is communication with land claim organizations, there still has to be citizen consultation. We need to know in the North that the government of the day is being responsible and is ensuring that the voices of the Arctic and northerners are being heard.

Thank you.

[Translation]

**Senator Boisvenu:** Ms. Fernandes, during our Arctic tour, we heard from many Indigenous leaders about their interest in or expectations of taking greater political, economic, and even security responsibility in the North. What is your vision for the role that communities should play in Arctic politics and security?

[English]

**Ms. Fernandes:** *Mahsi'cho* for the question, senator.

It's a two-part answer. One is because each region has its own governance structures, depending on whether you're in the Yukon or in the Northwest Territories. As Bridget said, the communities are where the decision-making and the power holds.

In the Yukon, the Vuntut Gwitchin are a self-governing nation, so it is the community that is making decisions politically, economically and for security in that region. I'm not sure if you took Air North, but Vuntut Gwitchin First Nation owns 49% of the Air North stake. That was a decision by them to engage economically, to bring continued benefits to the community, but also to be able to serve as a hub for air resources and bring benefits to Old Crow, Whitehorse and Inuvik.

In the Northwest Territories, I understand you met with Gwich'in Tribal Council as a land claim organization. There are designated Gwich'in organizations in four Gwich'in communities in the Northwest Territories. They elect leadership to serve on the Gwich'in boards, and they also elect their leadership, Grand Chief Kyikavichik. The communities work together at a regional level to identify their priorities and make decisions around economic development, politics and security. Each elected body also has responsibilities in its own community, but those are all worked out and discussed through the land claim organization.

combien peu d'argent le gouvernement canadien consacre actuellement à la sécurité dans l'Arctique. Comme je l'ai dit dans mes observations liminaires, pour nous, la sécurité dans l'Arctique n'est pas seulement une question militaire, mais aussi une affaire de droits de la personne et de droits des Autochtones.

Cela suppose un effort énorme, mais il faut établir des liens directs avec les peuples autochtones de l'Arctique. Bien qu'il y ait des communications avec les organismes chargés des revendications territoriales, il faut aussi que les citoyens soient consultés. Les gens du Nord doivent savoir que le gouvernement en place agit de façon responsable et qu'il veille à ce que les voix des gens de l'Arctique et du Nord soient entendues.

Merci.

[Français]

**Le sénateur Boisvenu :** Madame Fernandes, pendant notre tournée en Arctique, beaucoup de leaders autochtones nous ont parlé de leur intérêt à assumer une responsabilité plus grande sur le plan politique, économique et même sur le plan de la sécurité dans le Nord, ou de leurs attentes sur ces plans. Quelle est votre vision relativement au rôle que les communautés devraient jouer en matière de politique et en matière de sécurité dans l'Arctique?

[Traduction]

**Mme Fernandes :** *Mahsi'cho* pour la question, sénateur.

La réponse a deux parties. Premièrement, il faut savoir que chaque région a ses propres structures de gouvernance, selon qu'on est au Yukon ou dans les Territoires du Nord-Ouest. Comme Mme Larocque l'a dit, c'est dans les collectivités que se prennent les décisions et qu'est la source du pouvoir.

Au Yukon, les Gwitchin Vuntut sont une nation autonome. C'est donc la collectivité qui prend les décisions politiques, économiques et de sécurité dans cette région. Vous avez peut-être voyagé à bord d'Air North, dont la Première Nation des Gwitchin Vuntut est actionnaire à 49 %. Sa participation résulte de sa décision de s'engager sur le plan économique, d'obtenir des avantages continus pour la collectivité, mais aussi de servir de plaque tournante pour l'activité aérienne et de procurer des avantages à Old Crow, à Whitehorse et à Inuvik.

Dans les Territoires du Nord-Ouest, je crois savoir que vous avez rencontré le Conseil tribal des Gwich'in en tant qu'organisme chargé d'une revendication territoriale. Il y a des organisations gwich'in désignées dans quatre collectivités gwich'in des Territoires du Nord-Ouest. Elles élisent les membres des conseils d'administration des Gwich'in ainsi que leur dirigeant, le grand chef Kyikavichik. Les collectivités travaillent ensemble au niveau régional pour établir leurs priorités et prendre des décisions en matière de développement économique, de politiques et de sécurité. Chaque corps élu a également des responsabilités dans sa propre collectivité, mais

In terms of the second part of your question around responsibilities and security in the Arctic or the vision for security in the Arctic, I think there are opportunities for engagement in training and capacity building. How do you support health care infrastructure that can manage and mitigate through crises that also support ongoing health and well-being in communities? How can we think about infrastructure that is able to mitigate the impacts of climate change, yet also be responsive and be set up in a way that will be sustainable over time?

[Translation]

**Senator Boisvenu:** Thank you very much. I have a question for the second round, if I may.

[English]

**The Chair:** Thank you for those questions and answers. We can affirm that we did indeed travel on Air North from Iqaluit with many stops along the way to Yellowknife, and it was a most enjoyable trip.

**Senator Anderson:** *Quyainni* and *mahsi'cho* to the witnesses for your presentations.

The Arctic has many connections. Ms. Larocque was my first supervisor with the Government of Northwest Territories in the Department of Health and Social Services, so it's good to see you.

I'm going to switch the question on Ms. Fernandes. She asked how we see Canada's responsibility to rights holders. My question is, in your opinion, what do you see as Canada's responsibilities to the rights holders in the North as pertains to national security and defence?

**Ms. Fernandes:** Thank you, Senator Anderson.

That is a two-part answer, because part of those responsibilities are laid out in the land claim agreements. I myself am not an expert on the land claim agreements, but with the agreement with the Vuntut Gwich'in First Nation and with the Gwich'in Tribal Council's comprehensive land claim, many of those responsibilities are set out in terms of lands and resources, in terms of consultation and engagement and in terms of governance. That is one part.

Particularly around security, it is an ongoing discussion, and I believe it requires ongoing collaboration and engagement. Gwich'in Council International sits at the Arctic Council, and events of the Arctic Council have changed significantly in the last year as Russia has the chairmanship of the Arctic Council. At the beginning of March, seven of the Arctic states paused

celles-ci sont toutes définies et discutées au sein de l'organisation chargée des revendications territoriales.

Pour ce qui est de la deuxième partie de votre question, concernant les responsabilités et la sécurité dans l'Arctique ou d'une vision pour la sécurité dans l'Arctique, je pense qu'il y a des possibilités de participation à la formation et au renforcement des capacités. Comment peut-on soutenir l'infrastructure des soins de santé, qui a pour vocation de gérer et atténuer les crises, mais qui peut aussi promouvoir la santé et le bien-être dans les collectivités? Comment doit-on organiser l'infrastructure pour qu'elle soit capable d'atténuer les effets du changement climatique, tout en étant souple et durable?

[Français]

**Le sénateur Boisvenu :** Merci beaucoup. J'aurais une question pour la deuxième ronde, si c'est possible.

[Traduction]

**Le président :** Je vous remercie de ces échanges. Nous pouvons dire que nous avons effectivement voyagé à bord d'Air North à partir d'Iqaluit jusqu'à Yellowknife, avec de nombreuses escales, et que le voyage a été des plus agréables.

**La sénatrice Anderson :** *Quyainni* et *Mahsi'cho* aux témoins pour leurs exposés.

J'ai beaucoup de liens avec l'Arctique. Mme Larocque a été ma première superviseuse au ministère de la Santé et des Services sociaux du gouvernement des Territoires du Nord-Ouest. Je suis heureuse de vous revoir.

J'adresse ma question à Mme Fernandes, qui a demandé comment nous percevons la responsabilité du Canada envers les titulaires de droits. À votre avis, quelles sont les responsabilités du Canada à l'égard des titulaires de droits dans le Nord sur le plan de la sécurité nationale et de la défense?

**Mme Fernandes :** Merci, sénatrice Anderson.

La réponse a deux volets, car une partie de ces responsabilités sont énoncées dans les ententes sur les revendications territoriales. Je ne suis pas moi-même spécialiste de ces ententes, mais je sais que, dans l'entente conclue avec la Première Nation des Gwich'in Vuntut et dans l'entente sur la revendication territoriale globale du Conseil tribal des Gwich'in, plusieurs de ces responsabilités portent sur les terres et les ressources, sur la consultation et l'engagement et sur la gouvernance. Voilà un élément de réponse.

En ce qui concerne la sécurité surtout, la discussion est en cours, et je crois qu'elle nécessite une collaboration et un engagement continus. Le Conseil international des Gwich'in siège au Conseil de l'Arctique, dont le fonctionnement a considérablement changé au cours de la dernière année, puisque c'est la Russie qui en assume la présidence. Au début de mars,

their activities in the Arctic Council. That had implications on Indigenous peoples' organizations serving as Permanent Participants at the Arctic Council, and it paused project work.

At the beginning of that pause, we were very supportive because of what we were seeing happen with Russia's actions in Ukraine. We were very concerned with it, and, again, we were supportive of putting our activities on hold. As that pause increased, we became increasingly concerned that the long-term activities that are required to address climate change, mental health and well-being in communities and other important work that the Arctic Council does still needed to be addressed. So we have called for — and have had good response from states — ongoing dialogue on how to get some of those projects back up and running.

In terms of the responsibilities of the Indigenous peoples of Canada, for the Gwich'in, I would say we are a strategic partner in problem solving and solution building. Where Canada has ideas for investments and security in the North and a vision of building sovereignty in the North, they should first be having conversations with the rights holders and land claim holders in those territories.

Again, I know you were part of that tour that joined Gwich'in Tribal Council in Inuvik.

Thank you.

**Senator Anderson:** You mentioned ongoing collaboration and agreement. What does that look like for you or for the Gwich'in?

**Ms. Fernandes:** It happens at all scales. Gwich'in Council International works particularly with Global Affairs Canada and through the Arctic Cooperation Advisory Committee, with numerous federal and subnational governments in Canada to talk about priorities, share information and identify where shared cooperation can be.

**Senator Boehm:** I would like to thank our witnesses for being here today and for their very interesting statements and, of course, answers to questions from my colleagues.

I would like to begin with Ms. Fernandes. My experience with the Gwich'in Nation began about 20 years ago when I served in our embassy in Washington. The issue was drilling in the Arctic National Wildlife Refuge, or ANWR. In your comments, you talked about the challenge of transboundary governance. There is another challenge there — and I guess it is related to that — and that is transboundary lobbying. The prospect of drilling in

sept des États de l'Arctique ont interrompu leurs activités au Conseil de l'Arctique. Cela a eu des répercussions sur les organisations des peuples autochtones, qui ont le statut de participants permanents au Conseil de l'Arctique; les travaux sur le projet ont été interrompus.

Au début de cette interruption, nous y étions très favorables en raison des actions menées par la Russie en Ukraine. Nous étions très préoccupés et, encore une fois, nous étions en faveur de suspendre nos activités. À mesure que cette interruption se prolongeait, notre préoccupation augmentait devant le fait que les activités à long terme relatives à la lutte contre le changement climatique, à la santé mentale et au bien-être dans les collectivités et d'autres travaux d'importance du Conseil de l'Arctique n'avaient pas encore été entrepris. Nous avons donc demandé — et reçu une réponse favorable de la part des États — un dialogue continu sur la façon de remettre sur rails certains de ces projets.

Quant aux responsabilités des peuples autochtones du Canada, pour les Gwich'in, je dirais que nous sommes un partenaire stratégique dans la résolution de problèmes et la recherche de solutions. Quand le Canada a des idées d'investissements et de sécurité dans le Nord et envisage de renforcer sa souveraineté dans le Nord, il devrait d'abord avoir des discussions avec les détenteurs de droits et les parties à des revendications territoriales dans ces territoires.

Encore une fois, je sais que vous avez participé à la visite du Conseil tribal des Gwich'in à Inuvik.

Merci.

**La sénatrice Anderson :** Vous avez parlé de collaboration et d'entente permanentes. Quelle forme est-ce que cela prend pour vous ou pour les Gwich'in?

**Mme Fernandes :** Cela se produit à tous les niveaux. Le Conseil international des Gwich'in travaille en particulier avec Affaires mondiales Canada et, par l'entremise du Comité consultatif sur la coopération dans l'Arctique, avec le gouvernement fédéral et beaucoup de gouvernements infranationaux au Canada pour discuter des priorités, échanger de l'information et décider où pratiquer une coopération partagée.

**Le sénateur Boehm :** Je remercie nos témoins de leur comparution aujourd'hui, de leurs déclarations très intéressantes et, bien sûr, des réponses aux questions de mes collègues.

J'aimerais commencer par Mme Fernandes. Mon expérience avec la nation gwich'in remonte à une vingtaine d'années, quand je travaillais à notre ambassade à Washington. Le problème, c'était le forage dans la Réserve faunique nationale de l'Arctique, ou ANWR. Vous avez parlé du défi de la gouvernance transfrontalière. Il y a un autre défi ici — et je suppose que ceci est lié à cela —, c'est le lobbying

ANWR has gone up, down and sideways depending on who is in power in the United States and who the influential Alaskan politicians are at any given time. Through that period, I had noticed that the Gwich'in Nation — now, of course, the Gwich'in Council International — had really developed into a very effective group in terms of putting advocacy forward for peoples who essentially cross these geographic boundaries that, of course, have no meaning to Indigenous peoples who have been there since long before the boundaries were first established.

My question is whether you are finding it easier or more difficult to get your voice heard in Washington or in Ottawa on these sorts of issues that are sovereign transboundary. Are you able to ensure that the two federal governments are working in concert in terms of your interest?

**Ms. Fernandes:** Thank you very much, Senator Boehm, for the question. It is great to hear your history with the Arctic National Wildlife Refuge, and I'm sure you were a great partner for the Gwich'in Nation.

I always seem to have two answers to every question. First, there are a number of transboundary organizations that serve the Gwich'in, and we are just one of them. We sit with Permanent Participant status at the Arctic Council, so a lot of our advocacy and work to bring Gwich'in voices forward is at the Arctic Council and through international fora coming out of that. That is separate from, though related to, the work of the Gwich'in Steering Committee, which does a lot of advocacy work, particularly in Washington, and really advocates for the Porcupine caribou herd. For those potentially not familiar with the story, one of the Gwich'in creation stories involves a man and a caribou and the trading of half of the heart, so the man has half of a caribou heart and is forever connected with caribou. The Porcupine caribou calving grounds are located in the Arctic National Wildlife Refuge, and the Porcupine caribou migratory route goes through Gwich'in territory. Therefore, there is a very strong cultural, language, food and economic connection with caribou, and work on behalf of the caribou and the Gwich'in is advocated at many levels — internationally, nationally and regionally.

In terms of whether we can bring our voice to the table to advocate for good Canadian-American partnerships, I would say that sometimes it is hard to measure and see where those impacts come forward. We have seen positive responses in the last joint statement from the Canada-U.S. partnership dialogues, and the Porcupine caribou herd was mentioned specifically in relation to stewarding it and food security. We were very pleased to see that. We raised the issue when we last met with the Minister of

transfrontalier. Les perspectives de forage dans la PNWR ont augmenté, diminué et fluctué en fonction de qui était au pouvoir aux États-Unis et de qui étaient les politiciens influents de l'Alaska à tel ou tel moment. Au cours de cette période, j'ai remarqué que la nation gwich'in — aujourd'hui, bien entendu, le Conseil international des Gwich'in — était devenue un groupe très efficace dans la défense des intérêts des peuples qui, au fond, traversent ces frontières qui, il va sans dire, ne signifient rien pour les peuples autochtones qui étaient là bien avant que le tracé des frontières soit établi.

J'en viens à ma question. Trouvez-vous qu'il est plus facile ou plus difficile de faire entendre votre voix à Washington ou à Ottawa sur ce genre de questions transfrontalières où la souveraineté est un facteur? Êtes-vous capables d'obtenir que les deux gouvernements fédéraux travaillent de concert dans votre intérêt?

**Mme Fernandes :** Merci beaucoup, sénateur Boehm, de votre question. C'est formidable d'entendre parler de votre histoire avec la Réserve faunique nationale de l'Arctique, et je suis certaine que vous avez été un excellent partenaire pour la nation gwich'in.

J'ai l'impression d'avoir toujours une double réponse à chaque question. Premièrement, il y a un certain nombre d'organisations transfrontalières qui représentent les Gwich'in, et nous ne sommes qu'une d'elles. Nous avons le statut de participant permanent au Conseil de l'Arctique, de sorte qu'une grande partie de notre travail de défense des droits et de promotion de la voix des Gwich'in se fait au Conseil de l'Arctique et dans le cadre de forums internationaux qui en découlent. Ce rôle est distinct, bien qu'il y soit apparenté, du travail du Comité directeur gwich'in, qui fait beaucoup de travail de représentation, particulièrement à Washington, et qui s'emploie efficacement à protéger les caribous de la Porcupine. Pour ceux qui ne le savent peut-être pas, l'un des récits gwich'in de la Création met en scène un homme et un caribou qui s'échangent la moitié de leur cœur, de sorte que l'homme possède une moitié de cœur de caribou et est éternellement lié au caribou. Les terrains de mise bas du caribou de la Porcupine sont situés dans la Réserve faunique nationale de l'Arctique, et leur route migratoire traverse le territoire gwich'in. Par conséquent, il existe, sur le plan culturel, linguistique, alimentaire et économique, un lien très fort avec le caribou, et le travail de défense au nom du caribou et des Gwich'in se fait à beaucoup de différents niveaux, à l'échelle internationale, nationale et régionale.

Quant à savoir si nous réussissons à nous faire entendre à la table pour promouvoir de bons partenariats canado-américains, je dirais qu'il est parfois difficile d'en mesurer et d'en repérer les effets. Nous avons vu des réponses positives dans la dernière déclaration conjointe des dialogues du partenariat Canada-États-Unis, et les caribous de la Porcupine ont fait l'objet d'une mention expresse au chapitre de l'intendance et la sécurité alimentaire. Nous étions très heureux de le voir. Nous avons

Foreign Affairs from Canada in 2021 and the U.S. Secretary of State at the Arctic Council Ministerial meeting.

I would say a lot of it is based on relationships as well as a respect for the position of Canada to the Gwich'in Nation. Thank you.

**Senator Boehm:** Thank you for that.

This question is for Ms. Larocque. Ms. Larocque, in November of 2020, you were among a number of people who participated in an event called “Voices from the Arctic: Diverse Views on Canadian Arctic Security.” In looking over your presentation, I was struck by your outlining, when it comes to security, of the hard power approach of the state and the soft power approach associated with Indigenous peoples. At the moment, with the world view centred on holism and the idea of everything being connected, you state that, from a soft power way of thinking, we need to talk about social well-being, co-management regimes and governance — and then, of course, the big question is how military security fits into that conversation.

Two years on since your presentation, I would like to ask what your thoughts are on how military security fits into the soft-power approach or paradigm. Also, have you seen any developments — positive or negative — in the hard power versus soft power debate? Have your own views evolved?

**Ms. Larocque:** Of course, when I presented back then, there was a different context given to me as to what to concentrate on or speak about. I really do struggle with a hard power concept because we are trying to look at the circumpolar Arctic as a zone of peace. The Arctic Council was created on the premise that this was going to be a zone of peace with a spirit of cooperation and scientific research. However, now the concern is with Russia's increased military spending and a non-Arctic state — China — asserting its near-Arctic state. Those two powers asserting some type of authority or increased presence in the Arctic is of great concern.

From that perspective, I do have to think about what it is for Arctic Indigenous peoples that requires our attention, and if we are moving towards hard power, then, for sure, we have to make sure that our Indigenous peoples, our northerners and our Canadian Rangers — who are the eyes and ears of the North and of the Arctic — that their skills, both intelligence and militaristic, are enhanced. We can't ask our own people to defend this vast region without adequate skills and training.

soulevé la question à notre dernière rencontre avec le ministre des Affaires étrangères du Canada en 2021 et le secrétaire d'État américain à la réunion ministérielle du Conseil de l'Arctique.

Je dirais que c'est en grande partie une affaire de bonnes relations et de respect de la position du Canada à l'égard de la nation gwich'in. Merci.

**Le sénateur Boehm :** Merci de cette réponse.

Ma question s'adresse à Mme Larocque. Madame Larocque, en novembre 2020, vous étiez parmi les nombreuses personnes qui ont participé à un événement appelé « Voices from the Arctic: Diverse Views on Canadian Arctic Security ». En parcourant votre exposé, j'ai été frappé par votre description, concernant la sécurité, de l'approche du pouvoir ferme de l'État et de l'approche du pouvoir souple associée aux peuples autochtones. À l'heure actuelle, avec une vision du monde axée sur l'holisme et l'idée que tout est relié, vous affirmez que, dans le paradigme du pouvoir souple, il faut parler de bien-être social, de régimes de cogestion et de gouvernance. La grande question devient alors, bien sûr, comment on peut insérer la sécurité militaire dans la discussion.

Deux ans après votre exposé, j'aimerais vous demander ce que vous pensez de la place de la sécurité militaire dans l'approche ou le paradigme du pouvoir ferme. De plus, avez-vous vu une évolution, dans un sens ou l'autre, dans le débat sur le pouvoir ferme par rapport au pouvoir souple? Votre propre point de vue a-t-il changé?

**Mme Larocque :** Bien entendu, quand j'ai fait mon exposé à l'époque, on m'avait donné un contexte différent sur lequel je devais me concentrer ou parler. J'ai vraiment du mal à accepter le concept de pouvoir ferme parce que nous voulons considérer l'Arctique circumpolaire comme une zone pacifique. Le Conseil de l'Arctique a été fondé sur principe que l'Arctique serait une zone pacifique où régnerait un esprit de coopération et de recherche scientifique. Cependant, on s'inquiète aujourd'hui de l'accroissement des dépenses militaires de la Russie et du fait qu'un État non arctique — la Chine — affirme être un État quasi arctique. Le fait que ces deux puissances affirment une forme de pouvoir ou une présence accrue dans l'Arctique est très préoccupant.

Devant cette situation, je dois réfléchir aux besoins des peuples autochtones de l'Arctique qui méritent qu'on s'y attarde. Si nous empruntons la voie du pouvoir ferme, nous devons alors, bien sûr, nous assurer d'accroître les compétences, sur le plan tant du renseignement que de la capacité militaire, des peuples autochtones et des habitants du Nord et des Rangers canadiens, qui sont nos yeux et nos oreilles dans le Nord et dans l'Arctique. Nous ne pouvons pas demander à nos gens de défendre cette vaste région sans avoir les compétences et la formation nécessaires.

I wouldn't necessarily say I have changed my positioning. However, external global and geopolitical situations have brought me to thinking about a more advanced holistic perspective, because when we talk about holism — and I mentioned this earlier — it is about the health, the food security, the human security, the personal security, the sovereignty and our environment and stewardship of the land. All of those dimensions of security have to come into play as we continue to monitor the actions of Arctic states and non-Arctic states.

Thank you.

**Senator Oh:** Thank you, witnesses, for joining us for today's committee work.

My question is for either or both of you. What are some of the most significant threats to the security of the Canadian Arctic? Are these threats perceived differently across different territories and northern Quebec?

**Ms. Larocque:** You are asking whether or not issues of Arctic importance —

**Senator Oh:** Security and threats, yes.

**Ms. Larocque:** — are different than what would happen in Quebec?

**Senator Oh:** We can talk about the Arctic first and then the other territories.

**Ms. Larocque:** I'll try to take a first stab at this.

Arctic threats, for sure, are climate change continued industrial development. With climate change, then, of course, we are looking at sub-impacts like food security, permafrost thaw, infrastructure, economic development, stewardship capabilities and also the gendered perspective. Impacts in the North impact all of us, not just certain sectors of a nation. It impacts all of us. We have to look at not only impacts on the male and female but the gendered members of our community. These threats are circular. They are going to be interconnected, and they are going to demand multidisciplinary approaches. We talked earlier about lobbyists or activists and allyships, who are our partners and who are the influential voices that a state may pay more attention to as opposed to sometimes the rights holders, and for sure, the stakeholders have a stake in this as well. The biggest threats are the global threats. As Indigenous peoples in the High Arctic and in the North, we may not have all of the human and financial capacity that is required to undertake some of the mitigation and negotiation of the issues.

Je ne dirais pas nécessairement que j'ai révisé ma position. Cependant, les situations géopolitiques et mondiales externes m'ont amenée à réfléchir dans une optique holistique plus poussée, puisque, quand nous parlons d'holisme — comme je l'ai dit plus tôt —, il est question de santé, de sécurité alimentaire, de sécurité humaine, de sécurité personnelle, de souveraineté, d'environnement et d'intendance des terres. Toutes ces facettes de la sécurité doivent entrer en ligne de compte à mesure que nous continuerons de surveiller les actions des États arctiques et non arctiques.

Merci.

**Le sénateur Oh :** Je remercie les témoins de s'être joints à nous aujourd'hui pour contribuer aux travaux du comité.

Ma question s'adresse à l'une ou l'autre d'entre vous. Quelles sont certaines des menaces d'importance pour la sécurité de l'Arctique canadien? Ces menaces sont-elles perçues différemment dans les différents territoires et le Nord du Québec?

**Mme Larocque :** Vous demandez si les enjeux d'importance pour l'Arctique...

**Le sénateur Oh :** La sécurité et les menaces, oui.

**Mme Larocque :** ... sont différents de ce qui se passerait au Québec?

**Le sénateur Oh :** Nous pouvons d'abord parler de l'Arctique, puis des autres territoires.

**Mme Larocque :** Je vais essayer de donner quelques éléments de réponse.

Le changement climatique et le développement industriel continu sont certainement des menaces dans l'Arctique. Pour le changement climatique, nous nous penchons, bien évidemment, sur les effets secondaires qu'il aura sur la sécurité alimentaire, le dégel du pergélisol, l'infrastructure, le développement économique, les capacités d'intendance et aussi les distinctions sexospécifiques. Dans le Nord, ses effets nous touchent tous, pas seulement certains segments d'une nation. Tous sont touchés. Nous devons tenir compte non seulement des répercussions sur les hommes et les femmes, mais aussi sur les membres genrés de notre communauté. Ces menaces sont circulaires. Elles seront interreliées et exigeront des approches multidisciplinaires. Nous avons parlé plus tôt des lobbyistes, des militants et des alliés, qui sont nos partenaires et qui sont les voix influentes auxquelles un État accorde parfois plus d'attention qu'à celles des titulaires de droits, et il est certain que ces intervenants ont aussi un rôle à jouer. Les plus grandes menaces sont les menaces mondiales. Les peuples autochtones dans l'Extrême-Arctique et dans le Nord n'ont peut-être pas toute la capacité humaine et financière voulue pour entreprendre certaines des activités d'atténuation et de négociation que ces problèmes nécessiteront.

I'll hand it over to you, Devlin.

**Ms. Fernandes:** Thank you, Bridget, and thank you, Senator Oh, for the question.

Bridget did a great job highlighting those pieces, and I'm going to pick up on part of Senator Oh's question around the differences felt in different regions because I think where you are does impact how you experience your personal security, as Bridget said, and what resources you might have access to.

When we think about significant threats to the security of the Canadian Arctic, it also requires us to think about what the types of responses are and what the implications of those responses are. If there is a response of increased building in the Arctic, an increased construction of airports, runways, et cetera, to have a base somewhere, what are the impacts of that on the reallocation of resources away from housing developments, or conversely, investments in training, if we are going to be putting economic development into that region? What happens when attention and spending goes to security? What are the implications on other spending, either short and long term?

There is an identified mental health crisis and high suicide rates in the Canadian North, and for many people, that is a prime concern. You can't think about security, and you can't think about national security, if you don't have a safe place for yourself or a safe place for your family. How are we thinking about security broadly, yet making sure we are taking care of the needs of the people for whom the Arctic is home?

Thank you.

**Senator Oh:** Thank you.

Just as a quick question regarding Canada's defence infrastructure, what do you think is our biggest deficiency?

**Ms. Larocque:** Human capacity. I'm from Inuvik, Northwest Territories. I live in Yellowknife, but we grew up with the Canadian Forces Base in our hometown, and it is a government-made community. We always had that exposure. I think we had probably 300 single military service people, and then we had so many families. We had that presence there. We did not, perhaps, necessarily feel a threat, but we felt, I think, somewhat secure that if there was an international conflict, then we were there. I think our airports, too, were built to handle multiple aircraft landings, et cetera. If we are totally speaking about Arctic defence or security with respect to the Rangers, then, clearly, we don't have the capacity, because they are not properly militarized. There is training that goes on, for sure, within the Arctic, but they are not an army or navy, per se. Those are, I

Je vous cède la parole, madame Fernandes.

**Mme Fernandes :** Merci, madame Larocque. Merci, sénateur Oh, de votre question.

Mme Larocque a très bien décrit les éléments de la situation. Je vais revenir sur la partie de la question du sénateur Oh portant sur les différences entre les régions, car je crois que l'endroit où chacun se trouve a une incidence sur son sentiment de sécurité personnelle et, comme Mme Larocque l'a dit, sur les ressources auxquelles il pourrait avoir accès.

Lorsque nous pensons aux menaces importantes à la sécurité dans l'Arctique canadien, nous devons également réfléchir aux différentes réponses qu'elles peuvent susciter et à leurs conséquences. Si la réponse est de créer une base militaire quelque part dans l'Arctique, quelles seront les conséquences de l'accroissement des activités de construction de bâtiments, d'aérodromes, de pistes et de tout le reste sur la réaffectation des ressources qui auraient autrement été consacrées à la construction de logements. Inversement, si nous décidons de promouvoir le développement économique dans la région, comment est-ce que ce choix se répercutera sur les investissements dans la formation? Que se passe-t-il si les enjeux de sécurité monopolisent l'attention et les ressources? Quelles en seront les répercussions sur les autres dépenses, à court et à long terme?

Il y a une crise de santé mentale et des taux de suicide élevés dans le Nord canadien, et pour bien des gens, c'est une grande préoccupation. On ne peut se soucier de la sécurité, de la sécurité nationale, quand on n'a pas un endroit sûr pour soi-même ou pour sa famille. Comment pouvons-nous envisager la sécurité en général, tout en veillant à répondre aux besoins des gens qui vivent dans l'Arctique?

Merci.

**Le sénateur Oh :** Merci.

J'ai une brève question au sujet de l'infrastructure de défense du Canada. Selon vous, quelle est notre plus grande lacune?

**Mme Larocque :** La capacité humaine. Je vis à Yellowknife, mais je viens d'Inuvik, dans les Territoires du Nord-Ouest. Nous avons grandi dans cette localité où se trouvait une base des Forces canadiennes. C'est une collectivité créée de toutes pièces par le gouvernement. Nous avons toujours été exposés aux militaires. Je crois qu'il y avait probablement 300 militaires célibataires, puis un grand nombre de familles. Il y avait cette présence militaire. Nous ne sentions peut-être pas nécessairement qu'il y avait une menace, mais nous étions un peu rassurés, je crois, de savoir que s'il y avait un conflit international, ils étaient présents. Je pense aussi que nos aéroports ont été construits pour accueillir de multiples atterrissages, et ainsi de suite. Si nous parlons strictement de défense ou de sécurité dans l'Arctique avec les seuls Rangers,

think, the needs, for sure, human capacity but also adequate infrastructure.

I don't want to sound like I'm promoting — and maybe I am — military hard power demands, but I think that the way things are evolving right now, there has to be more attention from our state in really understanding strategically what is happening in the Arctic. How are we prepared or how are we going to prepare? What type of spending and where does the spending have to be filtered to ensure that there is Arctic security and Arctic sovereignty?

**Senator Oh:** Thank you.

**The Chair:** This is a question that is fundamental to the work of this committee and this study. Ms. Fernandes, do you have anything to add at this point to that question?

**Ms. Fernandes:** There is a lot of continued work on this topic. Last week, I sat in on the Arctic Security Working Group, which had two days of presentations and over 100 people joining both virtually and in person in Yellowknife to address this question and to think about where were some of the deficiencies and challenges. As Bridget mentioned, human capacity came up a lot, as well as issues of how infrastructure responds to climate change. How do plans that might be five or ten years in the making respond to new circumstances that require adaptations, whether they be human, geopolitical, economic or physical? That's all I have to add for now. Thank you.

**The Chair:** That is a very important addition. Thank you.

**Senator M. Deacon:** Thank you both for your interesting perspectives. We do appreciate that this afternoon.

I want to come back to something that was brought up by my colleague earlier, and I want to take it one step further. This was the conversation around the Arctic Council. Yes, there is a bit of a time-out right now, and yes, there is the concern about the impact of the Russian invasion, but how might it look moving forward? I would like to hear from both of you on what you think the health of this council is at the moment. With what you know right now, do you think it will continue to pick up and perhaps flourish in time, or might it slow down or stop in its present structure? I want to take one more kick at this, if I could.

alors non, de toute évidence, nous n'avons pas la capacité parce qu'ils ne sont pas militarisés adéquatement. Il y a de l'entraînement qui se fait dans l'Arctique, c'est sûr, mais il ne s'agit pas d'une authentique unité de l'armée ou de la Marine. Je pense que ce sont certainement là les besoins: la capacité humaine, mais aussi une infrastructure adéquate.

Je ne veux pas donner l'impression que je fais la promotion — peut-être que je le fais — des exigences militaires d'un pouvoir ferme, mais je pense que, vu la façon dont les choses évoluent actuellement, l'État doit chercher à mieux comprendre, sur le plan stratégique, ce qui se passe dans l'Arctique. En quoi sommes-nous préparés ou comment allons-nous nous préparer? Quels genres de dépenses faut-il et comment ces dépenses doivent-elles être canalisées pour assurer la sécurité et la souveraineté dans l'Arctique?

**Le sénateur Oh :** Merci.

**Le président :** C'est une question fondamentale dans le travail du comité et cette étude. Madame Fernandes, avez-vous quelque chose à ajouter?

**Mme Fernandes :** Il y a beaucoup de travail qui se fait dans ce domaine. La semaine dernière, j'ai participé aux travaux du Groupe de travail sur la sécurité dans l'Arctique, qui a consacré deux jours à des exposés et où plus de 100 personnes se sont réunies en personne et en virtuel à Yellowknife pour examiner cette question et réfléchir aux lacunes et aux défis. Comme Mme Larocque l'a mentionné, on a beaucoup parlé de la capacité humaine et de l'adaptation de l'infrastructure au changement climatique. Comment des plans qui prennent cinq ou dix ans à préparer peuvent-ils correspondre à des conditions nouvelles qui exigent des adaptations, qu'elles soient humaines, géopolitiques, économiques ou physiques? C'est tout ce que j'ai à ajouter pour l'instant. Merci.

**Le président :** C'est un ajout très important. Merci.

**La sénatrice M. Deacon :** Je vous remercie toutes les deux d'avoir exprimé des points de vue très intéressants. Nous vous en sommes reconnaissants.

J'aimerais revenir sur une question qui a été soulevée plus tôt par mon collègue et aller un peu plus loin. C'était au sujet du Conseil de l'Arctique. Oui, il y a une certaine interruption à l'heure actuelle et, oui, on se préoccupe des conséquences de l'invasion russe, mais comment peut-on envisager l'avenir? J'aimerais que vous me disiez toutes les deux ce que vous pensez de la santé du Conseil de l'Arctique en ce moment. Compte tenu de ce que vous savez maintenant, pensez-vous qu'il va continuer à se développer et peut-être à s'épanouir avec le temps, ou pourrait-il ralentir ou périr avec sa structure actuelle? J'aimerais creuser la question un peu plus, si vous le voulez bien.

**Ms. Fernandes:** What we have heard is that there remains a commitment from all states on the enduring value of the Arctic Council. There is a recognition that the pause has impacted some works. It has impacted relationships. But there is a desire and optimism — which some days is better than others — that we can way find back to a forum where there is cooperation and collaboration, that there is a forum that has Indigenous peoples at the table with state actors and that security matters can remain off the table.

While a number of participants have paused their participation in the Arctic states, there are actually a number of projects that are still active and that are still working as they don't have Russian Federation participation in them. We are involved in some of those projects. We hosted very successful discussions in March and April in Inuvik on mental health and wellness. There was a documentary as well as some additional films coming out of that.

I think there is a hope that the Arctic Council will endure. Plans are under way and discussions are ongoing on how to make a transition to a space where states and Indigenous peoples' organizations can continue discussions on the priorities. In 2021, the first ever Arctic Council Strategic Plan that was co-developed with all states and Indigenous Permanent Participant representatives was tabled and approved, so right now we are all taking our cues from that. There continues to be a commitment that we have heard and that comes up in every conversation that we have with our state partners that we are trying to make the Arctic Council work.

I'll pass it to Bridget to add on anything I have missed here.

**Ms. Larocque:** Thank you, Devlin.

The health of the council — and these are my views — is a bit tenuous at this point in time. I think where we will be able to salvage the Arctic Council is if we continue to look at the Arctic as a zone of peace and if we continue to delve into scientific research, one of the main processes of the Arctic Council.

The Arctic Council is, as most of you know, the states, firm participants and the observers. We stated clearly in the terms of reference and the Ottawa Declaration that military interests will not permeate through the Arctic Council. However, we know now that's not the case.

We can only hope that the Arctic Council stays intact because it is the only international forum that has the engagement of Indigenous peoples. Especially in the Arctic Council with the circumpolar nature of scientific research, as we all know, there are transboundary issues. There are global impacts on our food security and with air pollution and climate change and many

**Mme Fernandes :** Selon ce que nous avons entendu, tous les États restent convaincus de la valeur réelle du Conseil de l'Arctique. On reconnaît que l'interruption a eu une incidence sur certains travaux. Elle influe sur les relations. Mais il y a un désir et un optimisme — variable selon les jours — de pouvoir retrouver un forum où il y a de la coopération et de la collaboration, un forum où les peuples autochtones sont à la table avec les participants étatiques et d'où les questions militaires sont exclues.

Bien qu'un certain nombre de participants des États arctiques aient interrompu leurs activités, il y a en fait plusieurs projets qui sont toujours en cours et qui continuent de fonctionner, car la Fédération de Russie n'y participe pas. Nous participons à certains de ces projets. Nous avons tenu des discussions très fructueuses sur la santé mentale et le bien-être à Inuvik en mars et en avril, à la suite de quoi un documentaire et quelques films ont été produits.

L'espoir de la survie du Conseil de l'Arctique est bien vivant, il me semble. Des plans et des discussions sont en cours en vue d'opérer la transition vers un espace où les États et les organisations des peuples autochtones pourront poursuivre les discussions sur les priorités. En 2021, le tout premier plan stratégique du Conseil de l'Arctique, élaboré avec le concours des représentants de tous les États et participants permanents autochtones, a été déposé et approuvé. C'est donc ce plan que nous suivons actuellement. Il y a toujours cette volonté de continuer de faire fonctionner le Conseil de l'Arctique qui est manifeste dans chacune de nos discussions avec les États partenaires.

Je vais céder la parole à Mme Larocque au cas où j'aurais oublié quelque chose.

**Mme Larocque :** Merci, madame Fernandes.

La santé du Conseil de l'Arctique — c'est mon opinion — est quelque peu précaire à l'heure actuelle. Je pense que nous serons en mesure de le sauver si nous continuons de considérer l'Arctique comme une zone de paix et d'y mener des recherches scientifiques, l'un des principaux champs d'activités du Conseil de l'Arctique.

Le Conseil de l'Arctique, comme la plupart d'entre vous le savez, est composé d'États, de participants permanents et d'observateurs. Il est dit clairement dans son mandat et dans la Déclaration d'Ottawa que les questions de sécurité militaire n'ont pas leur place à la table du Conseil de l'Arctique. Cependant, nous savons maintenant que ce n'est pas le cas.

Nous ne pouvons qu'espérer que le Conseil de l'Arctique demeure intact parce qu'il s'agit du seul forum international auquel participent les peuples autochtones. Le Conseil de l'Arctique, plus que d'autres, est saisi, comme tous le savent, de questions transfrontalières en raison de la nature circumpolaire de la recherche scientifique. Vu les répercussions mondiales sur

other factors and facets from the climate change impact, so there has to be real serious interest in maintaining the Arctic Council.

However, I do believe that there has to be a thorough review of what can happen or what should happen if future conflicts impact the Arctic, because a pause is not pertinent to all the good scientific research that is happening out there and all the good work that the Indigenous peoples in the circumpolar Arctic are doing as well. That's my recommendation. There has to be a review of the Ottawa Declaration and all states have to figure out, if there are no military security conversations to be had, then what happens should this happen again?

**Senator Yussuff:** Thank you to the witnesses for sharing their perspective, but also representing their organization.

My question is to both witnesses. NORAD renewal is a priority for both Canada and the United States. There are significant investments to be made by both governments in regard to this effort. In a direct way, what is your expectation in regard to the investment Canada would make? More importantly, how can they partner with each one of your organizations given your direct interest in NORAD renewal and, of course, the investment that our respective governments will be making in this regard? I invite both witnesses to comment.

**Ms. Larocque:** Thank you for the question.

I think that the NORAD renewal has to, as indicated earlier, strategically look at what is happening globally with the Arctic states and non-Arctic states interest, and that there is this need for nation-to-nation collaboration, relationship and conversation. The discussion has to look at the treaty obligations Canada has with its distinct Aboriginal peoples and how the Aboriginal peoples can be a part of the solutions. Also, what are some other main points of contention when it comes to Arctic security and Arctic sovereignty? It is a whole host of issues. If we're looking to be sovereign, what do we want or what does zone of peace mean for us when there are geopolitical and global impacts? Those are issues of concern that I think the states, both the U.S. and Canada, have to have with their Indigenous/Aboriginal peoples because they have distinct nation-to-nation relationship commitments with them.

**Ms. Fernandes:** Thank you, Senator Yussuff, for the question.

notre sécurité alimentaire, la pollution atmosphérique, le changement climatique et bien d'autres facteurs et problèmes attribuables au changement climatique, il est impératif que le maintien du Conseil de l'Arctique suscite un réel intérêt.

Cependant, je crois qu'il doit y avoir un examen approfondi de ce qui peut se produire ou de ce qui devrait se produire si de futurs conflits avaient une incidence sur l'Arctique, puisque la suspension des activités n'aide en rien les recherches scientifiques qui s'y font, ni tout le bon travail accompli par les peuples autochtones dans l'Arctique circumpolaire. C'est ce que je recommande. Il faut réviser la Déclaration d'Ottawa, et tous les États doivent décider, puisqu'il n'y a pas de discussions sur la sécurité militaire, ce qui se passera si la situation actuelle devait se reproduire.

**Le sénateur Yussuff :** Je remercie les témoins de nous avoir fait connaître leur point de vue, mais aussi de si bien représenter leur organisation.

Ma question s'adresse aux deux témoins. La modernisation du NORAD est une priorité pour le Canada et les États-Unis. Les deux gouvernements doivent investir des sommes considérables dans cet effort. Je vous demande sans détour quelles sont vos attentes quant à l'investissement que le Canada fera. Plus important encore, comment les deux pays peuvent-ils s'associer à chacune de vos organisations, compte tenu de votre intérêt direct pour la modernisation du NORAD et, bien sûr, de l'investissement de chacun des gouvernements à cet égard? J'invite les deux témoins à répondre.

**Mme Larocque :** Je vous remercie de la question.

Je pense que la modernisation du NORAD doit, comme je l'ai dit plus tôt, reposer sur l'examen stratégique ce qui se passe à l'échelle mondiale quant aux intérêts des États arctiques et des États non arctiques, et qu'il faut une collaboration, une relation et une discussion de nation à nation. La discussion doit porter sur les obligations découlant des traités du Canada à l'égard de ses peuples autochtones distincts et sur les moyens de faire participer les peuples autochtones à la recherche de solutions. De plus, il faut déterminer quels sont les autres principaux points de discorde en matière de sécurité et de souveraineté dans l'Arctique. Il y en a toute une liste. Si nous voulons être souverains, il faut affirmer ce que voulons ou ce que signifie pour nous une zone de paix dans les cas où elle comporte des conséquences géopolitiques et mondiales. Ce sont des questions préoccupantes que les États, tant les États-Unis que le Canada, doivent discuter avec leurs peuples autochtones parce qu'ils ont des engagements distincts résultant de leurs relations de nation à nation avec eux.

**Mme Fernandes :** Je vous remercie de votre question, sénateur Yussuff.

In Canada, our membership organizations are the Vuntut Gwitchin First Nation and Gwich'in Tribal Council, and both have economic development corporations which work to take on contracts, which work to build local and regional economies, and can and have been partners on building infrastructure, building programming and advancing working communities. So in terms of how can they partner, I believe it's conversations with these organizations and these entities that can advance that.

In Inuvik, the Gwich'in Tribal Council and the Inuvialuit Regional Corporation have developed a joint venture partnership together. For any building that is going to happen in Inuvik or any investments around NORAD in Inuvik, there is a ready and willing partner to do that.

Further, as you mentioned, there is significant investment going into NORAD, so we would encourage it to be holistic in thinking about that investment can also contribute to the goals and the needs in the North, whether that is around connectivity that others in the North can access, whether that is providing infrastructure that is long-lasting and has multiple purposes, and investing in the human capacity so that the skills stay in the region after the initial work is done. Those are all pieces that would contribute to a more successful venture.

**Senator Yussuff:** My second question would be in regard to climate change. The North is experiencing rapid change as a result of climate change, and this is going to change the North permanently. Certainly with access to the Northwest Passage, economic activity is going to be far more pronounced than it has been in the past, and this brings, of course, great challenges to manage. Obviously, economic activity could improve the community in a significant way but equally can have far-reaching implications. Given this reality and, of course, the climate change challenge we all face, what are some of the things that you would recommend that Canada should be looking at that would be of primary importance to you in regard to climate change and, of course, recognizing the point that's been made earlier regarding the sovereignty of the people and respect, of course, for nation-to nation agreement that needs to be strengthened and continue to be built?

**Ms. Fernandes:** I think of individualized responses. Climate change will impact people and regions differently. The North will be significantly impacted by it, and it will be very hard to have a Canada-wide strategy on climate change without looking at how to make local solutions. For example, in Old Crow, Yukon, they have one of the largest solar farms now in the North, and they are able to turn off their diesel generators for most of the summer. It creates quiet in the community. It shares the area with berry pickers. It is a model that is being looked at across the Arctic region, and it is changing how business is done in that community. It took them years to get that project up and running. Canada gave a lot of investment to that project, but it

Au Canada, nos organisations membres sont la Première Nation des Gwitchin Vuntut et le Conseil tribal des Gwich'in, et les deux ont des sociétés de développement économique qui travaillent à obtenir des contrats, à bâtir des économies locales et régionales, et qui peuvent être et qui ont été associées à la construction d'infrastructures, à l'élaboration de programmes et à la promotion de communautés de travailleurs. Donc, pour ce qui est de leur éventuelle participation, je crois qu'il faut parler à ces organisations et ces instances pour faire avancer les choses.

À Inuvik, le Conseil tribal des Gwich'in et la Société régionale inuvialuite ont monté une coentreprise ensemble. Pour toute construction à venir à Inuvik ou pour tout investissement lié au NORAD à Inuvik, il y a un partenaire fin prêt à s'y engager.

De plus, comme vous l'avez mentionné, il y a d'importants investissements qui s'en viennent pour le NORAD. Dans une perspective holistique, nous aimerions que ces investissements puissent aussi contribuer à atteindre des objectifs et à répondre à des besoins du Nord, qu'il s'agisse d'offrir la connectivité à laquelle d'autres peuvent avoir accès, de fournir des équipements publics qui soient durables et polyvalents, ou d'investir dans les ressources humaines pour que les compétences restent dans la région une fois le travail initial terminé. Voilà autant d'éléments qui pourraient stimuler la réussite de la coentreprise.

**Le sénateur Yussuff :** Ma deuxième question concerne les changements climatiques. Ils se produisent rapidement dans le Nord et ils vont transformer à jamais le visage du Nord. Il est certain qu'avec l'accès au passage du Nord-Ouest, l'activité économique sera beaucoup plus importante qu'elle ne l'a été par le passé, ce qui amène, bien sûr, son lot de grands défis à gérer. Évidemment, l'activité économique pourrait apporter de grands bienfaits à la collectivité, mais elle peut aussi être lourde de conséquences. Compte tenu de cette réalité et, bien sûr, de cet enjeu des changements climatiques qui nous concerne tous, quelles sont les choses que vous recommanderiez au Canada d'examiner et qui seraient d'une importance primordiale pour vous, en tenant compte, bien sûr, de ce qui s'est dit tout à l'heure au sujet de la souveraineté du peuple et du respect de la relation de nation à nation, qui a besoin d'être renforcée et cultivée encore?

**Mme Fernandes :** Je pense à des solutions locales. Les changements climatiques auront des répercussions différentes selon les régions. Le Nord sera durement touché, et il sera très difficile d'avoir une stratégie pancanadienne sans chercher à y intégrer des solutions locales. Par exemple, à Old Crow, au Yukon, on trouve un des plus grands parcs solaires du Nord, ce qui permet d'éteindre les génératrices au diesel pendant la majeure partie de l'été. Le calme tombe sur la collectivité, et c'est parfait pour la saison de la cueillette des petits fruits. C'est un modèle qui attire l'attention dans toute la région de l'Arctique et qui change le cours des affaires. Il a fallu des années pour mettre ce projet en branle. Le Canada y a beaucoup investi, mais

was a lot of work. I think as we look at how climate change is impacting local communities, we have to have a willingness to listen. We have to have a willingness to try solutions that might be far-fetched now, but they will pay great dividends 5, 10, and 25 years down the road. Thank you.

**Ms. Larocque:** Thank you for the question.

I think any time we introduce new infrastructure or new opportunities, we have to measure those. The measurement has to be ongoing so that we know the positive impacts of any future solutions and remedies.

The one thing that resonated with me from Devlin's comments was that there is no one size fits all. Certain regions in the Arctic are coastal, and people rely heavily on the sea ice. Then we have the inner environment where a lot of us are dependent on the water systems but also with the healthy environment.

There is a lot of work that's getting done in the North with food sovereignty from community gardens to local harvesters and local farmers or gardeners, I should say. Those are some of the solutions that can benefit the Arctic, but we also have to worry about the quality and health of the soils that we are using as they are most often transported from the south into the north. So there again, we have to worry about contamination and different controls in place for quality and nutrition.

The solutions for food security are still heavily dependent on southern transportation, southern production, and a lot of our foods in the Arctic are provided via ground transportation. We just had a huge issue here because we had a huge snowstorm and ground transportation came to halt.

The other thing is we're still heavily dependent on diesel, and that's more prevalent in the higher Arctic, but we're still dependent on it here in the Mackenzie Valley as well.

So any solutions have to be really multifaceted, as Devlin said, and could be really innovative, but also how do we measure that so we can look at these as best practices for other regions that may be experiencing similar impacts that we are?

**Senator Dasko:** Thanks to the witnesses for being here.

I want to get back to the Arctic Council for a minute, just to seek clarification. This time it's not about the future, but about how it has run in normal times, and especially about the participation of Indigenous peoples in the council.

First of all, are there Indigenous communities from other Arctic nations that also participate in the council? Do they participate on the same basis as, let's say, the Indigenous

il a fallu y mettre beaucoup d'efforts. Pour bien saisir les répercussions des changements climatiques sur les collectivités locales, nous devons être prêts à écouter. Nous devons être prêts à essayer des solutions qui peuvent paraître farfelues aujourd'hui, mais qui rapporteront beaucoup dans 5, 10 et 25 ans. Merci.

**Mme Larocque :** Je vous remercie de la question.

Je pense que chaque fois que nous amenons une nouvelle infrastructure ou de nouveaux débouchés, nous devons les mesurer. Cette mesure doit se faire en permanence pour que nous connaissions les effets bénéfiques de toute solution à venir.

Ce que je retiens des observations de Mme Fernandes, c'est qu'il n'y a pas de solution universelle. Dans les régions côtières de l'Arctique, les gens dépendent beaucoup de la glace de mer. Dans l'arrière-pays, beaucoup de gens dépendent des réseaux hydrographiques, mais aussi de la santé du milieu.

Il se fait beaucoup de travail dans le Nord en matière de souveraineté alimentaire, depuis les jardins communautaires jusqu'aux exploitations agricoles et horticoles locales. Ce sont là quelques-unes des solutions qui peuvent profiter à l'Arctique, mais nous devons aussi nous préoccuper de la qualité et de la santé des terres que nous utilisons, qui sont le plus souvent transportés du Sud vers le Nord. Nous devons nous préoccuper de la contamination et des différents contrôles en place pour assurer la qualité et la bonne nutrition.

Les solutions en matière de sécurité alimentaire dépendent encore beaucoup du transport depuis le Sud, de la production dans le Sud, et une grande partie de nos aliments nous arrivent par voie terrestre. Nous venons d'avoir un énorme problème ici parce qu'il y a eu une énorme tempête de neige et que le transport terrestre a été interrompu.

L'autre chose, c'est que nous dépendons encore beaucoup de diesel; c'est plus répandu dans le Haut-Arctique, mais nous en dépendons encore ici, dans la vallée du Mackenzie.

Donc, comme disait Mme Fernandes, toute solution doit comporter de multiples facettes et pourrait être vraiment novatrice, mais comment pouvons-nous la mesurer en vue d'en faire une pratique exemplaire pour d'autres régions exposées aux mêmes conséquences que nous?

**La sénatrice Dasko :** Je remercie les témoins de leur présence.

J'aimerais revenir un instant au Conseil de l'Arctique pour obtenir des précisions. Cette fois-ci, il ne s'agit pas de l'avenir, mais de la façon dont il fonctionne en temps normal, et surtout de la participation des peuples autochtones.

Tout d'abord, est-ce qu'il y a des communautés autochtones d'autres pays de l'Arctique qui participent aussi au conseil? Est-ce qu'elles participent sur le même pied, disons, que les

communities in Canada? The Arctic Council obviously consists of several of the Arctic nations. Did Russia have any participation from Indigenous people in that country? I've never heard anything about that, and I wonder if there has been such a thing.

Second, I am looking for a little bit of clarification, Ms. Fernandes. You talked about your involvement with the council with respect to climate change issues and infrastructure, but when it comes to sovereignty and security, do I understand that Indigenous communities have decided not to engage in those discussions, or have you engaged in those discussions? If so, what views have you taken on those issues?

I'm going to ask both witnesses to clarify those points. Thank you.

**The Chair:** Ms. Larocque, I would suggest you start on the Arctic Council and Russia, and then Ms. Fernandes can add anything and also talk about security.

**Ms. Larocque:** Thank you.

At the Arctic Council, there are six permanent participants. We have three distinct Permanent Participants with Canadian Indigenous peoples organizations, and they're connected to Alaska, and through ICC they're connected to Russia.

With respect to Russian Indigenous peoples, there's the Russian Association of Indigenous Peoples of the North. However, there is some uncertainty as to who this group is or how this group has evolved because there's some concern that the representatives may be employees of Putin's government, so then the Indigenous peoples within Russia may not have a legitimate body representing their distinct interests. Devlin can correct anything I may have stated out of error, but that's my understanding of the political arena right now.

With respect to the voices at the table, whatever issue is being addressed, be it climate change, mental health, languages or pandemics, Indigenous peoples known as permanent participants have a voice and they can share their concerns. We also engage in the research of the Arctic Council, we sit on various different working groups of the Arctic Council, and we share our knowledge, both academic and Indigenous, wherever possible.

Devlin, I will hand it over to you.

**Ms. Fernandes:** Thank you, Bridget, for the great explanation, and thank you, Senator Dasko, for the question. I will add a bit to what Bridget shared.

communautés autochtones du Canada? Le Conseil de l'Arctique réunit évidemment plusieurs pays. Est-ce qu'il y a des Autochtones de la Russie qui y ont participé? Je n'en ai jamais entendu parler, et je me demande s'il y en a eu.

Deuxièmement, j'aimerais obtenir quelques précisions, madame Fernandes. Vous avez parlé de votre participation au Conseil au sujet des enjeux climatiques et de l'infrastructure, mais en ce qui concerne la souveraineté et la sécurité, dois-je comprendre que les communautés autochtones ont décidé de ne pas prendre part aux discussions, ou est-ce que vous y avez pris part? Si oui, quel est votre point de vue sur ces questions?

Je demande aux deux témoins de clarifier ces points. Merci.

**Le président :** Madame Larocque, je propose que vous commenciez par le Conseil de l'Arctique et la Russie, puis Mme Fernandes pourra prendre le relais et parler aussi de sécurité.

**Mme Larocque :** Merci.

Au Conseil de l'Arctique, six organisations internationales de peuples autochtones siègent à titre de participants permanents. Trois d'entre elles comprennent des peuples autochtones du Canada qui ont des liens avec l'Alaska, et par l'entremise du Conseil circumpolaire inuit, avec la Russie.

En ce qui concerne la Russie, il y a l'Association russe des peuples autochtones du Nord. Cependant, on ne sait pas trop en quoi elle consiste au juste et comment elle s'est constituée; on craint que ses représentants soient des employés du gouvernement de Poutine, alors il se pourrait que les peuples autochtones de la Russie n'aient pas d'organisme légitime représentant leurs intérêts distincts. Mme Fernandes pourra me corriger si je me trompe, mais c'est ainsi que je vois l'arène politique à l'heure actuelle.

En ce qui concerne le droit de parole, quel que soit le problème abordé, qu'il s'agisse des changements climatiques, de la santé mentale, des langues ou des pandémies, les peuples autochtones qui ont le statut de participant permanent ont voix au chapitre et peuvent exprimer leurs préoccupations. Nous participons aussi aux recherches du Conseil de l'Arctique, nous siégeons à divers groupes de travail et nous échangeons nos connaissances, tant universitaires qu'autochtones, dans la mesure du possible.

Madame Fernandes, je vous cède la parole.

**Mme Fernandes :** Je vous remercie, madame Larocque, de cette excellente explication, et je vous remercie, sénatrice Dasko, de votre question. Je vais ajouter quelque chose aux propos de Mme Larocque.

When the Ottawa Declaration was signed in 1996, it created the Arctic Council and it created this category called “permanent participants.” In order to be a permanent participant organization and have permanent participant status at the Arctic Council, you had to have one of two things. You either had to be a nation that was trans-boundary, or you had to have multiple nations under your organization’s umbrella.

As Bridget said, there are six Indigenous people’s organizations with Permanent Participant status at the Arctic Council now. Three of those have Canadian membership: the Arctic Athabaskan Council, Gwich’in Council International and the Inuit Circumpolar Council. The Saami Council represents and works on behalf of the Saami peoples in Nordic countries, and the Aleut International Association works on behalf of the Aleut who are situated in Russia and Alaska. So, yes, there are Indigenous people in Russia who sit at the Arctic Council and who are represented by the Russian Association of Indigenous Peoples of the North. Within the Arctic Council, there were application processes in order to get that Permanent Participant status, and I believe that the last Permanent Participant status was granted in 2000.

As to your question around security issues and discussions, within the Arctic Council, security is expressly off the table, but the implications of security discussions impact Indigenous communities and Indigenous peoples of the North. Whether that is around borders and crossing borders, whether that is who we’re having our bilateral discussions with, whether we have a project that involves both Canada and the United States but we can only deal with one of them at the time instead of working in a multilateral context, those are all implications of the security discussions.

We are having conversations about Arctic governance and what it means or how we can continue to have Indigenous leadership involved in Arctic governance despite the security discussions that are ongoing. Those discussions are ongoing. Our belief is that, in these times, there is an even greater need for cooperation and an even greater need for cooperation between states and Indigenous peoples. Thank you.

**Senator Dasko:** Thank you.

**Senator Gignac:** Thank you, witnesses.

Just to continue with Senator Dasko’s discussion about the Arctic Council, each of the states have different strategies and policies. Putting Russia aside, I’m curious to know if any of these seven states have been a role model for Canada in terms of governance or in terms of consultation mechanisms with local communities. I’m curious if any one of these states has been a role model. More specifically, I’m curious to know your opinion about the relationship between Denmark’s central government with Greenland.

Lorsque la Déclaration d’Ottawa a été signée en 1996, elle a créé le Conseil de l’Arctique et elle a créé la catégorie des « participants permanents ». Pour obtenir le statut de participant permanent au Conseil de l’Arctique, il fallait une de deux choses : soit être une nation transfrontalière, soit être une organisation regroupant de multiples nations.

Comme Mme Larocque l’a dit, il y a six organisations de peuples autochtones qui ont le statut de participant permanent au Conseil de l’Arctique. Trois d’entre elles comptent des membres canadiens : le Conseil des Athabaskans de l’Arctique, le Conseil international des Gwich’in et le Conseil circumpolaire inuit. Le Conseil Saami représente les intérêts des peuples saamis des pays nordiques, et l’Association internationale des Aléoutes, les intérêts des peuples aléoutes qui vivent en Russie et en Alaska. Donc, oui, il y a des Autochtones en Russie qui siègent au Conseil de l’Arctique et qui sont représentés par l’Association russe des peuples autochtones du Nord. Au Conseil de l’Arctique, il y avait des démarches à faire pour obtenir le statut de participant permanent, et je crois que le dernier a été accordé en 2000.

Quant à votre question sur les enjeux de sécurité, la sécurité n’est pas à l’ordre du jour au sein même du Conseil de l’Arctique, mais les discussions à ce sujet ont une incidence sur les communautés et les peuples autochtones du Nord. Qu’il s’agisse des frontières et des déplacements transfrontaliers, qu’il s’agisse de savoir avec qui tenir des discussions bilatérales, qu’il s’agisse d’un projet qui intéresse à la fois le Canada et les États-Unis, mais que nous ne pouvons traiter qu’avec un des deux pays à ce moment-là au lieu de travailler dans un contexte multilatéral, ce sont toutes là des incidences des discussions sur la sécurité.

Nous discutons de la gouvernance de l’Arctique et de ce qu’elle veut dire, ou nous essayons de voir comment continuer d’y faire participer les dirigeants autochtones, malgré les discussions en cours sur la sécurité, parce qu’elles ont lieu effectivement. Nous croyons que, en ces temps difficiles, il y a un besoin encore plus grand de coopération en général et de coopération entre les États et les peuples autochtones. Merci.

**La sénatrice Dasko :** Merci.

**Le sénateur Gignac :** Merci aux témoins.

Pour poursuivre la discussion de la sénatrice Dasko au sujet du Conseil de l’Arctique, chacun des États membres a ses propres stratégies et politiques. Mis à part la Russie, j’aimerais savoir si un de ces sept États a pu servir de modèle au Canada en matière de gouvernance ou de consultation avec les communautés locales. J’aimerais savoir si un de ces États a été un modèle. Plus précisément, j’aimerais avoir votre avis sur la relation entre le gouvernement central du Danemark et le Groenland.

**Ms. Fernandes:** I'll answer the second part of your question first.

In our experience within the Arctic Council, the Kingdom of Denmark has a seat at the Arctic Council, but they bring to the table with them representatives from Greenland and from the Faroe Islands. In the decision-making that happens at the Arctic Council, whether that's at the ministerial level, at the level of senior Arctic officials or within any of the working groups, Denmark works with Greenland and the Faroe Islands. There was just a recent election, so the implications of that election remain to be seen on participation and leadership in global affairs.

Around the question of whether there are best practices or examples in terms of governance from any of the Arctic Council states, I think there are lessons to be learned from everyone, including Canada. The governance mechanisms can be so different across the Arctic. The recognition of rights is different across the Arctic, and funding to Indigenous people's organizations and to Indigenous communities is different across the Arctic. I would say Canada takes a leadership role in funding the Indigenous participation in the Arctic Council, so we're often sitting with pride with Canada around the table on that. Their Global Arctic Leadership Initiative is providing much support for the organizations with Permanent Participant status.

There are other countries, I think, that almost have a devolution of power into northern communities or that establish infrastructure and establish decision-making power in the North that Canada can take a leading example in. I grew up in southern Ontario. I know that a lot of decision-making power is concentrated in Ottawa, and we don't have a Canadian embassy in Inuvik. We don't have a Canadian embassy in Old Crow. When there are people coming to visit the Arctic, they are generally staying in Southern Canada. I think that is one practice that we have seen.

In Norway, Tromsø is at 70 degrees latitude. It has a university and is a booming metropolis. There has been a significant investment there despite the fact of the polar night and despite the fact that it may be more expensive to get there than to get to Oslo. There have been significant investments in infrastructure there. That has resulted in the creation of more economies and academic centres of excellence, and there is now quite vibrant Saami programming at the university and Saami exhibitions at the museum there as a practice that I think we can look at.

I'll pass it off to Bridget to pick up what I'm missing and add on.

**Ms. Larocque:** You did very well, but I will add a few things.

**Mme Fernandes :** Je vais d'abord répondre à la deuxième partie de votre question.

D'après notre expérience au Conseil de l'Arctique, le Royaume du Danemark a un siège au conseil, mais il amène avec lui des représentants du Groenland et des îles Féroé. Dans le processus décisionnel du conseil, que ce soit au niveau des ministres, au niveau des hauts fonctionnaires de l'Arctique ou au sein de n'importe quel groupe de travail, le Danemark travaille avec le Groenland et les îles Féroé. Il y a eu des élections récemment, alors il reste à voir comment elles vont se répercuter sur la participation et le leadership dans les affaires mondiales.

Quant à savoir s'il y a des pratiques exemplaires ou des modèles de gouvernance venant des États membres, je pense qu'il y a des leçons à tirer de tout le monde, y compris du Canada. Il peut y avoir des mécanismes de gouvernance très différents dans toute l'étendue de l'Arctique. La reconnaissance des droits varie aussi, tout comme le financement des organisations et des collectivités autochtones. Je dirais que le Canada est un meneur dans le financement de la participation autochtone au Conseil de l'Arctique, ce qui nous rend souvent fiers de siéger à ses côtés. Nos organisations qui ont le statut de participant permanent profitent beaucoup de l'Initiative sur le leadership mondial dans l'Arctique.

Il y a d'autres pays, je crois, qui ont pratiquement attribué des pouvoirs à des collectivités du Nord ou qui établissent des infrastructures et des pouvoirs décisionnels dans le Nord dont le Canada pourrait s'inspirer. J'ai grandi dans le sud de l'Ontario. Je sais que les pouvoirs de décision sont largement concentrés à Ottawa. Nous n'avons pas d'ambassade canadienne à Inuvik. Nous n'avons pas d'ambassade canadienne à Old Crow. Lorsque des gens viennent visiter l'Arctique, ils restent généralement dans le sud du Canada. C'est une pratique que nous avons observée.

En Norvège, Tromsø se trouve à 70 degrés de latitude. C'est une métropole en plein essor et elle a sa propre université. On a beaucoup investi là-bas malgré la nuit polaire et le fait qu'il coûte plus cher de s'y rendre plutôt qu'à Oslo. Il y a eu des investissements importants dans l'infrastructure, ce qui a amené la création de nouvelles économies et de nouveaux centres d'excellence universitaires. Il y a maintenant des programmes d'études saamis assez dynamiques à l'université et des expositions saamies au musée, des pratiques dont nous pouvons nous inspirer, je crois.

Je vais laisser à Mme Larocque le soin de dire ce qui a pu m'échapper et d'ajouter quelque chose.

**Mme Larocque :** Vous vous en êtes très bien tirée, mais j'aimerais ajouter quelques éléments.

I think regardless that there are modern day treaties, that there is a home rule, that there is self-government, all of those still come with some control by the state. How does the state with the nation-to-nation relationship then encourage autonomy, or what does that autonomy look like when there is still state control? All that has to be considered.

Recognition of rights extends to the sustainable development goals. How we fare as a state in making sure our people have access to health care, clean water and mental health services all depends on, once again, how a state values its Indigenous peoples and its Indigenous populations.

Funding is huge, but it should not always be the deciding factor. Solutions from community autonomy and from community Indigenous perspectives should come into play here because some of those solutions may be from land-based healing, which may not be as expensive and extravagant as a southern institution health-based system.

The inclusion of the Indigenous peoples utilizing their own capacity, their Indigenous world views and how they have a relationship and reciprocity relationship with the land is also incumbent in how we can move forward in our own cooperation and collaboration with our state.

Once again, with nation-to-nation consultation with Arctic peoples and northerners, these same types of conversations have to happen so that everyone knows or a majority of the people in the Arctic know the issues, what's at stake and where they can assert their qualifications. Their knowledge is to not only develop research but also to come up with solutions that are going to be a community-based and relevant. Thank you.

**The Chair:** Thank you very much. This tidily brings us to the end of this panel with all of our members here having had an opportunity to ask questions.

Thank you, Ms. Larocque and Ms. Fernandes, on behalf of the committee. We appreciate the time that you've spent with us today and your generosity in sharing your knowledge and advice. It's very helpful to us. These meetings tend to work best when we have conversations, and this surely felt to me like a conversation today. I want to thank my colleagues around the table for their insightful questions, but more so for your very substantive answers to some of those complex questions. You've helped us enormously, and we're grateful to you. Thank you for joining us today.

For the second panel this afternoon, we welcome by video conference Chief Roberta Joseph, Tr'ondëk Hwëch'in First Nation, and Yukon Regional Chief Kluane Adamek, Yukon

Je pense que peu importe qu'il y ait des traités modernes, qu'il y ait une loi intérieure, qu'il y ait le droit de se gouverner soi-même, tout cela vient encore avec un certain contrôle de l'État central. Comment l'État et la relation de nation à nation favorisent-ils l'autonomie, ou à quoi ressemble cette autonomie lorsqu'elle est toujours soumise au contrôle de l'État? Il y a tout cela à considérer.

La reconnaissance des droits s'étend aux objectifs de développement durable. La façon dont l'État veille à ce que nos gens aient accès aux soins de santé, à l'eau potable et aux services de santé mentale dépend, encore une fois, de la valeur que ses populations autochtones peuvent avoir à ses yeux.

Le financement est extrêmement important, mais il ne devrait pas toujours être le facteur décisif. Des solutions fondées sur l'autonomie de la collectivité et sur sa vision autochtone des choses devraient entrer en ligne de compte ici, parce que certaines de ces solutions peuvent favoriser la guérison à même le territoire qui nous porte, sans être aussi coûteuses et extravagantes qu'un système de santé comme celui des établissements du Sud.

L'inclusion des peuples autochtones, avec leurs propres capacités, leur vision du monde et leur relation de réciprocité avec la terre, est aussi essentielle pour faire avancer la coopération et la collaboration avec l'État.

Par des consultations de nation à nation avec les peuples de l'Arctique et les habitants du Nord, il faut tenir des discussions du même genre pour que tout le monde ou la majorité des gens dans l'Arctique connaissent les dossiers, sachent ce qui est en jeu et où ils peuvent affirmer leurs compétences. Leur savoir ne sert pas seulement à mener des études, mais aussi à trouver des solutions qui seront pertinentes et communautaires. Merci.

**Le président :** Merci beaucoup. Voilà qui met fin à notre discussion avec ce groupe de témoins, puisque tous les membres du comité ont eu l'occasion de poser des questions.

Merci, madame Larocque et madame Fernandes, au nom du comité. Nous vous sommes reconnaissants du temps que vous avez passé avec nous aujourd'hui et de la générosité avec laquelle vous avez dispensé vos connaissances et vos conseils. Cela nous est très utile. Les réunions se déroulent mieux, on dirait, sur le ton de la conversation, et c'est bien ainsi que la réunion d'aujourd'hui m'est apparue. Je tiens à remercier mes collègues de la profondeur de leurs questions, mais surtout vous pour vos réponses très étoffées à certaines de ces questions complexes. Vous nous avez beaucoup aidés, et nous vous en sommes reconnaissants. Merci de vous être jointes à nous aujourd'hui.

Pour le deuxième groupe de cet après-midi, nous accueillons par vidéoconférence la cheffe Roberta Joseph, de la Première Nation Tr'ondëk Hwëch'in, et Kluane Adamek, cheffe régionale

Assembly of First Nations. Thank you both for joining us today. We will begin by inviting you to provide your opening remarks, to be followed by questions from committee members.

**Roberta Joseph, Chief, Tr'ondëk Hwëch'in First Nation:**

It is a real honour to be providing testimony to the committee, and I would like to thank you for your invitation to participate in this important forum.

Today I speak to you on behalf of my neighbour nations to the north and east, the Vuntut Gwitchin Government, the Na-Cho Nyak Dun and myself on behalf of Tr'ondëk Hwëchin Government and citizens. Together, we form the north Yukon First Nations.

Land sovereignty and security are not new subjects for our First Nations in northern Yukon or throughout the world. The challenges of Arctic sovereignty and security are also not new subjects for our communities.

We cannot predict the future; however, we can acknowledge that the Arctic Circle is a site of conflict, potential international unrest and may become, without foresight and preparedness, a major shipping thoroughfare and an area of civil conflict. All of these aforementioned concerns will have a significant and lasting impact on us, the First Nations who live on and cared for these lands since time immemorial, and our people will do so in perpetuity.

As First Nations in northern Yukon, we are also very close to the Arctic Circle and the border of Alaska, as this is where we live and reside. We live in close proximity to the waterways and roadway compared to many of our residents in northern Canada. Both Arctic sovereignty and security will have the potential for the greatest impact on our ways of life and the lives of our nations.

At the last Arctic security meeting in Alberta in August of 2022, the First Nation chiefs were neither informed nor consulted regarding the meeting. It is imperative to be working together with a united voice and do further work to bring together the First Nations in northern Yukon. It is important to our approach to maintain our voices and sovereignty in international discussions about Arctic sovereignty and security.

Moving forward, we are now making the formal request that these relationships change. We ask that the First Nations in the northern Yukon are included in all discussions. We ask that the Canadian and American governments recognize the key role First Nations in the northern Yukon play in Arctic sovereignty and security. We request inclusion and transparency with the

pour le Yukon à l'Assemblée des Premières Nations. Merci à vous deux de vous joindre à nous aujourd'hui. Nous vous invitons d'abord à faire votre déclaration préliminaire, après quoi les membres du comité vous poseront des questions.

**Roberta Joseph, cheffe, Première Nation Tr'ondëk Hwëch'in :** C'est un véritable honneur de témoigner devant le comité, et je tiens à vous remercier de m'avoir invitée à prendre la parole à cette importante tribune.

Je m'adresse à vous aujourd'hui au nom des nations voisines de la mienne au Nord et à l'Est, le gouvernement des Gwitchin Vuntut et les Na-Cho Nyak Dun, et au nom des miens, le gouvernement et les citoyens de la nation Tr'ondëk Hwëchin. Ensemble, nous formons les Premières Nations du nord du Yukon.

La souveraineté et la sécurité territoriales ne sont pas des sujets nouveaux pour nos Premières Nations dans le nord du Yukon ou dans le monde entier. Les enjeux de la souveraineté et de la sécurité dans l'Arctique ne sont pas non plus des sujets nouveaux pour nos communautés.

Nous ne pouvons pas prédire l'avenir; cependant, nous pouvons reconnaître que le cercle arctique est un lieu de conflit, de possible agitation internationale, et qu'il pourrait devenir, sans prévoyance ni préparation, un grand carrefour de navigation et une région de conflit civil. Toutes ces préoccupations que je viens de mentionner auront des répercussions importantes et durables sur nous, les Premières Nations qui vivent sur ces terres et qui en prennent soin depuis des temps immémoriaux, et qui le feront à perpétuité.

Établis dans le nord du Yukon, nous sommes très près du cercle arctique et de la frontière de l'Alaska. C'est là que nous vivons, à proximité des cours d'eau et de la route comparativement à bon nombre des résidents du Nord canadien. La souveraineté et la sécurité dans l'Arctique pourraient affecter davantage notre mode de vie et la vie de nos nations.

Les chefs des Premières Nations n'ont été ni informés ni consultés au sujet de la dernière réunion sur la sécurité dans l'Arctique, qui s'est tenue en Alberta en août 2022. Il est impératif de travailler ensemble, d'unir nos voix et de redoubler d'efforts pour rassembler les Premières Nations du nord du Yukon. Il est important de continuer à nous faire entendre et à affirmer notre souveraineté dans les discussions internationales sur la souveraineté et la sécurité de l'Arctique.

Nous demandons officiellement que les choses changent à l'avenir. Nous demandons que les Premières Nations du nord du Yukon prennent part à toutes les discussions. Nous demandons aux gouvernements canadien et américain de reconnaître le rôle clé que jouent les Premières Nations à l'égard de la souveraineté et de la sécurité dans l'Arctique. Nous demandons l'inclusion, et

Canadian and American governments. Our lack of inclusion to date has been an oversight, and we ask for this to be rectified.

Given the civil unrest in Russia, the possibility of the Northwest Passage of Canadian internal water routes opening due to ice melting and climate change and the ongoing contested sovereignty claims over the waters, it remains imperative that First Nations in the northern Yukon are included in any discussions or meetings involving Arctic sovereignty and security. It is not acceptable that we may face military and/or other security forces coming into our communities without input from us as First Nation governments. We have seen in the past what can occur when there is military intervention and a security presence on our lands and in our community without our implicit permission. We would be remiss not to acknowledge the possibility of this occurring again. I'm making reference to the Alaska Highway that was built in the 1950s.

In short, we have time to organize together, ensure we are part of all future conversations and guarantee we remain equal participants in consultations, considerations and actions around Arctic sovereignty that will have direct impact on our ways of life, our people, our communities and the natural world.

To be prepared, to speak with one united voice and to stand firm in our right to sit at the table of discussion about Arctic sovereignty and security, our treaty outlines provisions for collaboration and benefits from projects and activities within our respective traditional territories.

Moreover, I have previously presented concerns about Arctic sovereignty with Minister Vandal at the Northern Policy Framework meeting that was held in Yellowknife at the end of September. Therefore, it is our request that, while proceeding forward, there will be greater consultation for First Nations on any Arctic sovereignty and security discussions, particularly given possible threats from Russia and the accelerated ice erosion in the northwest waterways.

The committee's time and consideration are greatly appreciated. We remain preemptive in reviewing the legislation as it applies to our legal rights and that our northern First Nations will benefit from any infrastructure development within our traditional territories. In general, it is our intention to collaborate with the First Nations of the Yukon, the Yukon government and Canada on these important matters.

*Mahsi'cho.*

**The Chair:** Thank you, Chief Joseph, for those important opening messages to us today.

que les gouvernements canadien et américain fassent preuve de transparence. Notre non-inclusion à ce jour est un oubli, et nous demandons qu'elle soit corrigée.

Compte tenu de l'agitation civile en Russie, de la possibilité que des routes maritimes s'ouvrent dans les eaux intérieures canadiennes du passage du Nord-Ouest en raison de la fonte des glaces et des changements climatiques, et compte tenu des revendications concurrentes de souveraineté sur les eaux, il demeure impératif que les Premières Nations du nord du Yukon participent à toute discussion ou réunion portant sur la souveraineté et la sécurité dans l'Arctique. Il n'est pas acceptable que des forces militaires ou autres forces de sécurité viennent dans nos collectivités sans que nous, les gouvernements des Premières Nations, ayons notre mot à dire. Nous avons vu par le passé ce qui peut arriver lorsque l'armée ou des forces de sécurité interviennent chez nous sans notre permission implicite. Nous aurions tort de ne pas reconnaître que cela pourrait arriver de nouveau. Rappelons-nous la construction de la route de l'Alaska dans les années 1950.

Bref, nous avons le temps de nous organiser ensemble, de nous assurer de faire partie de toutes les conversations futures et de garantir notre statut de participants égaux aux consultations, aux réflexions et aux actions entourant la souveraineté dans l'Arctique, qui affecteront directement notre mode de vie, nos gens, nos collectivités et le monde naturel.

Afin de bien nous préparer, de parler d'une seule voix et d'affirmer fermement notre droit de prendre part aux discussions sur la souveraineté et la sécurité dans l'Arctique, notre traité énonce des dispositions de collaboration et les avantages afférents aux projets et aux activités engagées dans nos territoires ancestraux respectifs.

De plus, j'ai déjà fait part de mes préoccupations au ministre Vandal lors de la réunion sur le Cadre stratégique pour le Nord qui a eu lieu à Yellowknife à la fin de septembre. Nous demandons donc que les Premières Nations soient davantage consultées à l'avenir sur toute question de souveraineté et de sécurité dans l'Arctique, compte tenu surtout des menaces possibles de la Russie et du recul accéléré des glaces dans les voies navigables du Nord-Ouest.

Nous vous sommes très reconnaissants de nous accorder votre temps et votre attention. Nous prenons la précaution de bien examiner comment la loi s'applique à nos garanties juridiques et de nous assurer que nos nations bénéficieront de toute infrastructure appelée à s'installer sur nos territoires ancestraux. En général, notre intention est de collaborer avec les Premières Nations du Yukon, le gouvernement du Yukon et le gouvernement du Canada sur ces questions importantes.

*Mahsi'cho .*

**Le président :** Merci, cheffe Joseph, pour ces importants messages d'ouverture.

**Kluane Adamek, Regional Chief, Yukon, Assembly of First Nations: *Dänch'ea*.** Good afternoon. It is an honour to join you with Chief Joseph.

I certainly wanted to first begin by acknowledging the territory of the Ta'an and Kwanlin Dün here in Whitehorse, Yukon, and, of course, it is important to acknowledge Chief Joseph as an incredibly strong voice for the region and as our national lead on climate.

I will be touching on a few of the reflections Chief Joseph shared. In terms of context, we'll be focusing on sovereignty and partnership, security, safety and infrastructure.

Over the last year, I have heard Yukon First Nation chiefs and leaders express growing concerns about the new and emerging military threats around the world. Our proximity geographically to Russia, in particular, is increasing anxieties around the protection of our people, territories and resources.

As you know, the history of the Alaska Highway and the connection to the U.S. Army and the feat that created the connection between Alaska and south of the forty-ninth parallel has deep impacts to this region and specifically Yukon First Nation people. The eightieth year celebration of the Alaska Highway in many First Nations' views is not so much an anniversary celebration but, rather, a time for reflection.

Here we are in 2022 with international challenges at our doorstep, and we need to get this right. Yukon First Nations rights holders need to be fully engaged — as you heard from Chief Joseph — properly consulted and partners in any work pertaining to Arctic security and planning.

I also wanted to acknowledge that I understand the committee has had the chance to visit both the Northwest Territories and Iqaluit in person, recognizing that some of the older infrastructure in the Yukon is currently not active as it relates to defence spaces. I would encourage the committee in the future to make the effort to come to the Yukon. I wanted to acknowledge Senator Duncan, in particular — a senator colleague of yours — who continues to push to ensure that Yukon First Nations' voices and rights are respected in any federal process.

The Yukon has 14 nations and 8 distinct language groups. As Chief Joseph mentioned, through our modern treaties, 11 of these nations have self-government and land claim agreements. We have, and have always had, the ability and right to make laws on our land and territories and to be part of any laws and activities that would impact our lands and our people.

**Kluane Adamek, cheffe régionale, Yukon, Assemblée des Premières Nations : *Dänch'ea*.** Bonjour. C'est un honneur de me joindre à vous avec la cheffe Joseph.

Je tiens tout d'abord à saluer le territoire des Ta'an et des Kwanlin Dün, ici à Whitehorse, au Yukon, et bien sûr, il est important de reconnaître que la cheffe Joseph parle d'une voix très puissante pour la région et qu'elle est notre meneuse nationale en matière de climat.

Je vais aborder quelques-unes des réflexions qu'elle nous a livrées. Pour vous mettre en contexte, nous allons parler de souveraineté et de partenariats, de sécurité, de sûreté et d'infrastructure.

Au cours de la dernière année, j'ai entendu des chefs et des dirigeants autochtones du Yukon exprimer des préoccupations croissantes au sujet des nouvelles menaces militaires qui font leur apparition dans le monde. Notre proximité géographique avec la Russie, en particulier, suscite de plus en plus d'inquiétudes quant à la protection des nôtres, de nos territoires et de nos ressources.

Comme vous le savez, l'histoire de la route de l'Alaska, les rapports avec l'armée américaine et l'exploit que représentait ce lien entre l'Alaska et le sud du 49<sup>e</sup> parallèle ont des répercussions profondes sur cette région et, plus particulièrement, sur les Autochtones du Yukon. Pour nombre d'entre eux, le 80<sup>e</sup> anniversaire de la route de l'Alaska appelle moins à la célébration qu'à la méditation.

Nous voici en 2022 avec des problèmes internationaux à nos portes, et nous devons bien faire les choses. Les titulaires de droits des Premières Nations du Yukon doivent avoir pleine voix au chapitre, être dûment consultés — comme vous l'a dit la cheffe Joseph — et être associés dans tout travail entrepris pour assurer la sécurité et l'avenir de l'Arctique.

Je crois savoir que des membres du comité ont eu l'occasion de se rendre en personne dans les Territoires du Nord-Ouest et à Iqaluit, en sachant que certaines des vieilles installations de défense au Yukon sont présentement désaffectées. J'encourage le comité à l'avenir à faire l'effort de venir au Yukon. Je tiens à remercier tout particulièrement la sénatrice Duncan, une de vos collègues, qui ne ménage pas ses efforts pour faire respecter les voix et les droits des Premières Nations du Yukon dans tout processus fédéral.

Le Yukon compte 14 nations et 8 groupes linguistiques distincts. Comme la cheffe Joseph l'a dit, grâce à nos traités modernes, 11 de ces nations ont des accords d'autonomie gouvernementale et de règlement de revendications territoriales. Nous avons, depuis toujours, la capacité et le droit d'adopter des lois sur nos terres et nos territoires et de nous prononcer sur toute loi et toute activité susceptibles de toucher nos terres et nos gens.

We need to uphold existing agreements and rights as part of sovereignty and partnership. We need to respect free, prior and informed consent and uphold the existing agreements, the Umbrella Final Agreement, the self-government agreements and the nation-to-nation relationship enshrined in the Constitution. Agreements must be respected and upheld.

Canada cannot unilaterally continue to make decisions about land and activity in the North without the North. We continue to hear this concept of “nothing for us without us.” As I’ve shared in the past, given the history with respect to ways in which we looked at protecting the North, we didn’t get it right as a country. This is an opportunity now for us to change that journey moving forward.

UNDRIP is critical, and those principles must apply as Canada moves forward on NORAD modernization. Canada needs to bring direct outreach to First Nations to safely address their security and safety concerns for both the land and people that come with an increased military presence. It is also critical that we look through our agreements at Yukon’s transportation infrastructure, which runs entirely through the traditional territory of Yukon First Nations.

As you heard from Chief Joseph, one of our main relationships as it relates to some of that history with respect to defence has been, of course, the Alaska Highway. On a personal note, that highway goes right through my traditional territory, Kluane First Nation. That highway, at the time it was constructed, relinquished the ability for my grandparents and great-grandparents to hunt as they would. In fact, U.S. soldiers and the military were overhunting in those spaces, and our people could not eat food like sheep, caribou and moose like we used to. In fact, some of our people were left starving because the military was prioritized over our own people. Leading up to where we are now in 2022, through our agreements, we do have provisions. We co-manage Kluane National Park, but certainly, the sensitivity around the hunting of sheep and the treatment of women, specifically First Nations women along the highway, is something that cannot be overlooked.

Yukon First Nations were not involved, made aware or consulted on the massive project that was going to happen on our lands. Bulldozers and soldiers came without warning and with no regard for our lands, livelihoods, culture and people. The Alaska Highway fundamentally impacted the fabric of our community. Some would compare this to what is known as Yukon’s first contact as we also look at the Gold Rush of the late 1800s. The construction of the Alaska Highway left our people starving, and

Nous devons respecter les accords et les droits existants dans le cadre de la souveraineté et du partenariat. Nous devons respecter le principe du consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause, et maintenir les ententes en vigueur, l’Accord-cadre définitif, les accords d’autonomie gouvernementale et la relation de nation à nation qui est enchâssée dans la Constitution. Les ententes doivent être respectées et maintenues.

Le Canada ne peut pas continuer unilatéralement à prendre des décisions au sujet des terres et de l’activité dans le Nord sans faire participer le Nord. Nous ne voulons « rien pour nous sans nous », comme on l’entend encore. Comme je l’ai déjà dit dans le passé, à voir la façon dont nous nous y sommes pris pour protéger le Nord, nous n’avons pas bien fait les choses au Canada. Nous avons maintenant l’occasion de corriger le parcours.

La Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones est essentielle, et ses principes doivent s’appliquer à mesure que le Canada progresse dans la modernisation du NORAD. Le Canada doit s’adresser directement aux Premières Nations s’il veut répondre correctement aux préoccupations que suscite chez elles une présence militaire accrue, tant pour la sécurité du territoire que pour la sécurité des personnes. Il est également essentiel que nous examinions, dans le cadre de nos accords, l’infrastructure de transport du Yukon, qui passe entièrement par nos territoires ancestraux.

Comme la cheffe Joseph l’a dit, un de nos principaux liens dans toute cette histoire de la défense de l’Amérique du Nord est, bien sûr, la route de l’Alaska. Sur une note personnelle, cette route traverse mon territoire ancestral, celui de la Première Nation de Kluane. À l’époque où elle a été construite, cette route a privé mes grands-parents et mes arrière-grands-parents de chasser comme ils le faisaient. En fait, les soldats américains chassaient à outrance dans le territoire, et nos gens ne pouvaient plus manger de la nourriture comme le mouflon, le caribou et l’original comme ils en avaient l’habitude. En fait, certains des nôtres étaient condamnés à la famine parce que l’armée passait avant nous. Maintenant en 2022, grâce à nos accords, nous avons des dispositions légales. Nous assurons la cogestion du parc national Kluane, mais chose certaine, on ne peut pas fermer les yeux sur des questions délicates comme la chasse au mouflon et le traitement des femmes, en particulier les femmes autochtones le long de la route.

Les Premières Nations du Yukon n’ont pas été informées ni consultées au sujet du projet d’envergure qui allait se dérouler sur leurs terres. Les bulldozers et les soldats sont arrivés sans avertissement et sans se soucier le moins de nos terres, de nos moyens de subsistance, de notre culture et de nos gens. La route de l’Alaska a laissé une marque profonde dans le tissu social de notre collectivité. On pourrait comparer cela à ce qu’on appelle le premier contact du Yukon avec la civilisation

it is something that the elders in my community, Burwash Landing and Kluane First Nation, continue to reflect upon.

We must think about ways in which we move forward, the relationship and ensuring that the safety of our communities is always number one, which Chief Joseph also talked about. It is critical, senators, that the engagement that you have with respect to the next steps with NORAD include First Nations as true partners in that process. We need to learn from our history. We must do better, and we must apply those lessons from our past in moving forward.

Thinking about the infrastructure, First Nations in the Yukon have continued to press for the inequities that exist for northerners and the erroneous acts that have not allowed for northerners to grow at the rapid pace of southerners, for example, in broadband infrastructure, housing and health. As we look to advance Arctic sovereignty and continue to push for solutions moving ahead, we certainly need to think about the ways in which Canada contemplates improving defence infrastructure in the North, and we really should be considering how these projects will benefit people and address urgent civilian infrastructure needs. Dual or multipurpose projects could include radar station projects, telecommunications improvements, building or retrofitting stations and bases, multipurpose buildings with civil entrance sections, looking at housing opportunities in partnership and building defence and transportation infrastructure and permanent roads in places that need it at the direction of Yukon First Nations.

With infrastructure, we must involve First Nations peoples in businesses. Many First Nations in the Yukon have our own development corporations that have construction companies that could assist with DND's plans. Here in the Yukon Territory, there is the Yukon First Nations Procurement Policy that sets a new standard for doing business in the Yukon. It ensures wide-ranging benefits for Yukon First Nation businesses by facilitating opportunities for partnerships between Yukon First Nations and the broader community. At this juncture, federally, there isn't that same type of policy, so this could be an opportunity for DND to consider how this type of policy could be considered as it advances its priorities.

With that, I want to say thank you, *mahsi'cho, gùnálchish*. Again, it was an honour to join you today.

européenne, la ruée vers l'or de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle. La construction de la route de l'Alaska nous a condamnés à la famine, et c'est une chose sur laquelle méditent encore les aînés chez nous, à Burwash Landing et dans la Première Nation de Kluane.

Nous devons réfléchir à la façon dont nous allons avancer désormais, et veiller à ce que la sécurité de nos collectivités passe toujours en premier, comme l'a dit aussi la cheffe Joseph. Il est essentiel, sénateurs et sénatrices, que les Premières Nations soient de véritables partenaires dans les prochaines phases du NORAD. Nous devons tirer des leçons de notre histoire. Nous devons faire mieux, et nous devons appliquer les leçons de notre passé pour mieux avancer vers l'avenir.

En ce qui concerne l'infrastructure, les Premières Nations du Yukon ont continué d'exercer des pressions pour faire reconnaître les inégalités qui existent pour les habitants du Nord et les lois erronées qui n'ont pas permis aux habitants du Nord de croître aussi rapidement que les habitants du Sud, par exemple, dans les domaines de l'infrastructure à large bande, du logement et de la santé. Alors que nous cherchons à faire progresser la souveraineté dans l'Arctique et que nous continuons de chercher des solutions pour l'avenir, nous devons certainement réfléchir aux façons dont le Canada envisage d'améliorer l'infrastructure de défense dans le Nord, et nous devrions vraiment examiner comment ces projets profiteront aux gens et répondront aux besoins urgents en matière d'infrastructure civile. Les projets à double ou à multiples usages pourraient comprendre des projets de stations radars, l'amélioration des télécommunications, la construction ou la modernisation de stations et de bases, des bâtiments polyvalents avec des sections d'entrée civile, l'examen des possibilités de logement en partenariat et la construction d'infrastructures de défense et de transport et de routes permanentes dans les endroits qui en ont besoin, à la demande des Premières Nations du Yukon.

Pour ce qui est de l'infrastructure, nous devons faire participer les peuples des Premières Nations aux entreprises. De nombreuses Premières Nations du Yukon ont leurs propres sociétés de développement qui ont des entreprises de construction qui pourraient aider à réaliser les plans du MDN. Ici, au Yukon, nous avons une politique d'approvisionnement visant les Premières Nations qui établit une nouvelle norme pour faire des affaires dans le territoire. Elle confère des avantages importants aux entreprises des Premières Nations en facilitant les possibilités de partenariats entre les Premières Nations du Yukon et l'ensemble de la collectivité. À l'heure actuelle, au niveau fédéral, il n'y a pas ce même type de politique, alors ce pourrait être l'occasion pour le MDN d'examiner comment ce type de politique pourrait être envisagé dans le cadre de ses priorités.

Sur ce, je tiens à vous remercier, *Mahsi'cho, gùnálchish*. Encore une fois, c'est un honneur pour moi de me joindre à vous aujourd'hui.

**The Chair:** Thank you, Chief Adamek, for another powerful statement to get us started today. We regret that we did not have the opportunity to get as far as Yukon, but we are working very hard to catch up with Yukon voices. Both this week and next week, we'll continue to do that.

We will now proceed to questions, beginning with our deputy chair, Senator Dagenais.

[Translation]

**Senator Dagenais:** My first question is for Ms. Joseph.

In principle, your geographic location is strategic for Canada's defence program. The Minister of Defence recently announced a \$40 billion investment over 20 years for the NORAD program.

What do you take from this? How will this announcement affect the development of your region? Are you satisfied with this announcement?

[English]

**Ms. Joseph:** Thank you for that question.

In regard to NORAD, we have not been informed of the announcement directly and how we can be inclusive into some of the infrastructure that we may be able to incorporate within our respective traditional territories, as well as working with others in regard to security.

We do have some programs here in Dawson. The Dawson City rangers, who have provided a northern perspective on security, have just celebrated their 75-year anniversary in August. They began in World War II. We work with them closely. They provide a lot of support to our First Nation community.

I think it would be important and imperative to be part of the planning for needed infrastructure in the North in terms of where they are located. For my First Nation, we are located an hour and 15 minutes from the Alaska border by road. Vuntut Gwitchin is not very far from the Arctic Ocean. They are about an hour and a half plane ride from where we are located. They are the most northerly community in the Yukon. I think it would be important for the federal government to include us in some of those discussions when the budget is being provided to various communities. *Mahsi'cho*.

[Translation]

**Senator Dagenais:** If I understand your answer correctly, Ms. Joseph, the government did not notify you of this announcement, which is unfortunate. As you mentioned, I hope

**Le président :** Merci, cheffe Adamek, de cette autre déclaration percutante pour lancer nos discussions d'aujourd'hui. Nous regrettons de ne pas avoir eu l'occasion d'aller aussi loin que le Yukon, mais nous travaillons fort pour entendre les voix du Yukon. Cette semaine et la semaine prochaine, nous continuerons de le faire.

Nous allons maintenant passer aux questions, en commençant par notre vice-président, le sénateur Dagenais.

[Français]

**Le sénateur Dagenais :** Ma première question s'adresse à Mme Joseph.

En principe, votre situation géographique est stratégique pour le programme de la défense du Canada. Récemment, la ministre de la Défense a annoncé un investissement de 40 milliards de dollars sur 20 ans pour le programme du NORAD.

Qu'en reprenez-vous? Comment cette annonce va-t-elle se concrétiser pour le développement de votre région? Êtes-vous satisfaite de cette annonce?

[Traduction]

**Mme Joseph :** Je vous remercie de cette question.

En ce qui concerne le NORAD, nous n'avons pas été informés directement de l'annonce, et de la façon dont nous pouvons être inclus dans certaines des infrastructures que nous pourrions intégrer dans nos territoires traditionnels respectifs, et travailler avec d'autres en matière de sécurité.

Nous avons des programmes ici, à Dawson. Les Rangers de Dawson City, qui ont fourni un point de vue nordique sur la sécurité, viennent de célébrer leur 75<sup>e</sup> anniversaire en août. Ils ont commencé pendant la Seconde Guerre mondiale. Nous travaillons en étroite collaboration avec eux. Ils apportent beaucoup de soutien à notre communauté des Premières Nations.

Je pense qu'il serait important et impératif de participer à la planification des infrastructures nécessaires dans le Nord, en ce qui concerne leur emplacement. Pour ce qui est de ma Première Nation, nous sommes situés à une heure et 15 minutes de la frontière de l'Alaska par la route. Les Gwitchin Vuntut ne sont pas très loin de l'océan Arctique. Ils sont à environ une heure et demie de vol de l'endroit où nous sommes situés. Il s'agit de la communauté la plus au nord du Yukon. Je pense qu'il serait important que le gouvernement fédéral nous fasse participer à certaines de ces discussions lorsque le budget sera présenté à diverses communautés. *Mahsi'cho*.

[Français]

**Le sénateur Dagenais :** Si je comprends bien votre réponse, madame Joseph, le gouvernement ne vous a pas avisé de cette annonce, ce qui est dommage. Comme vous l'avez mentionné,

that in the future the government will keep you informed of its announcements or intentions.

Can you draw a parallel between what you know about the American approach in Alaska and the Canadian government's approach in the neighbouring Yukon Territory?

[*English*]

**Ms. Joseph:** I did say that I appreciated the announcement of the funds to NORAD, but I think that we would have appreciated being informed of the budget announcement beforehand in regard to the Alaska approach as opposed to the Yukon approach. In Alaska, they have a high level of security in their state, but over here in the Yukon, our security is quite minimal considering that we are in somewhat of a critical situation in terms of being so close to the Alaska border, as well as being so close to the Arctic Ocean, especially when the Arctic Ocean is quite vulnerable now in terms of not freezing with global warming.

I think, moving forward, we should be a part of the discussion so that we're able to inform our community and our citizens on how Canada is working with the United States on security so that we can assure our citizens that they don't have too much to worry about and that we are addressing this matter. Thank you.

[*Translation*]

**Senator Dagenais:** I have a quick question for Ms. Adamek. Based on what we heard from the first panel, on a scale of 1 to 10 — 10 being a good score — how would you rate the government's responsiveness to your representations on Arctic governance?

**Ms. Adamek:** That's a really good question. Thank you. Honestly, in terms of modern treaties, we would certainly give it a 10 out of 10, since we're completely included in the governance of the North. When we think about the implementation of modern treaties, however, the score would be 3 or 4. Is there an opportunity to be full partners in northern governance? Yes, there certainly is. Perhaps Chief Joseph will be able to give some specific examples, from a Nation leader's perspective.

When we think about the implementation of our modern treaty, the score would be 3 or 4. There are certainly situations where I think the federal government sees our modern treaty as a book on a shelf. That's not the case. The elders developed these treaties for the future of Yukon First Nations. Chances are it will be honoured and implemented. However, the challenge is great. I think it would be prudent for Chief Joseph to talk about those examples.

**Senator Dagenais:** Thank you very much, Ms. Adamek.

j'espère qu'à l'avenir, le gouvernement vous tiendra au courant de ses annonces ou de ses intentions.

Pouvez-vous faire un parallèle entre ce que vous savez de l'approche des Américains en Alaska et celle du gouvernement canadien sur le territoire voisin du Yukon?

[*Traduction*]

**Mme Joseph :** J'ai dit que je m'étais réjouie de l'annonce des fonds pour le NORAD, mais je pense que nous aurions aimé être informés de l'annonce du budget à l'avance en ce qui concerne l'approche de l'Alaska par opposition à celle du Yukon. En Alaska, il y a un niveau élevé de sécurité dans l'État, mais ici, au Yukon, notre sécurité est très minime, compte tenu de la situation critique dans laquelle nous nous trouvons, étant donné que nous sommes si près de la frontière de l'Alaska et de l'océan Arctique, d'autant plus que l'océan Arctique est aujourd'hui très vulnérable, car il ne gèle pas en raison du réchauffement climatique.

Je pense qu'à l'avenir, nous devrions participer à la discussion pour être en mesure d'informer notre communauté et nos citoyens sur la façon dont le Canada travaille avec les États-Unis sur le plan de la sécurité, afin que nous puissions assurer à nos citoyens qu'ils n'ont pas trop à s'inquiéter et que nous nous attaquons à ce problème. Merci.

[*Français*]

**Le sénateur Dagenais :** J'ai une courte question pour Mme Adamek. À la suite de ce qu'on a entendu au premier panel, sur une échelle de 1 à 10 — 10 étant une bonne note —, comment qualifieriez-vous l'écoute du gouvernement à l'égard de vos représentations sur la gouvernance de l'Arctique?

**Mme Adamek :** C'est vraiment une bonne question, merci. Honnêtement, en ce qui concerne les traités modernes, nous donnerions certainement une note de 10 sur 10, puisque nous sommes complètement inclus dans la gouvernance du Nord. Quand on pense à la mise en œuvre des traités modernes, par contre, la note serait de 3 ou 4. Existe-t-il une possibilité d'être des partenaires à part entière dans la gouvernance du Nord? Oui, c'est certain. Peut-être que la cheffe Joseph pourra donner des exemples spécifiques, selon la perspective d'une cheffe de nation.

Lorsqu'on pense à la mise en œuvre de notre traité moderne, la note serait de 3 ou 4. Il y a certainement des situations où je crois que le gouvernement fédéral voit notre traité moderne comme un livre sur une étagère. Or, ce n'est pas le cas. Les aînés ont développé ces traités pour le futur des Premières Nations au Yukon. Il y a bien des chances que ce soit honoré et mis en œuvre. Toutefois, le défi est grand. Je crois qu'il serait prudent que la cheffe Joseph parle de ces exemples.

**Le sénateur Dagenais :** Merci beaucoup, madame.

[English]

**The Chair:** Chief Joseph, if you have additional comments, perhaps you could add them to your response to the next question.

**Senator Anderson:** Thank you to the witnesses.

My question is about how the government balances the input and participation of various right holders, specifically when the right holders' geographic proximity is not viewed as on the front lines, if you will. I'll give you an example just in regard to the Inuvialuit Gwich'in, which have a closer proximity to the Arctic Ocean, and the Yukon maybe not being viewed as close to the Arctic Ocean. Do you think that has an impact on the engagement of you as right holders?

**Ms. Joseph:** Yes, there is a real impact on us as right holders. At the meeting in August 2022 in Alberta, the premiers of the North attended the meeting on behalf of the Yukoners and on behalf of N.W.T.ers. I'm not sure if Nunavut was there. The Government of Yukon to this day has still not really had a discussion with Yukon First Nations on this important initiative. Even though we've discussed the Arctic Policy Framework, it wasn't raised in there with us. In terms of having a modern-day treaty with our partners, the Government of Canada and the Government of Yukon, in this day and age, that collaboration through our agreements would be able to provide a more sound partnership. On this important matter, there was insufficient engagement.

I had raised it — because I heard about the August meeting through the media — with Minister Vandal when he had a meeting with our First Nation in August. I raised it because I thought it was important with our northern First Nations chiefs who supported working collaboratively on it. I raised it at the Arctic and northern meeting that was held in Yellowknife with Minister Vandal again and requested that there be consultations with our respective First Nations on this matter and that, in terms of our modern treaties, we also needed to be ensuring that we would be benefiting and actively involved on this important matter to our people here in the North.

As well, in terms of the engagement on these matters, we are actively engaged with the federal government in regard to the family and children services tribunal. There is more engagement on that, but with these other matters when it comes to Arctic sovereignty, security and other foreign affairs matters regarding security, we're not so much engaged with it, but on other issues like climate change, we are.

[Traduction]

**Le président :** Cheffe Joseph, si vous avez d'autres observations, vous pourriez peut-être les ajouter à votre réponse à la prochaine question.

**La sénatrice Anderson :** Je remercie les témoins.

Ma question porte sur la façon dont le gouvernement concilie l'apport et la participation des divers titulaires de droits, surtout lorsque la proximité géographique des titulaires de droits n'est pas considérée comme étant sur la ligne de front, si vous voulez. Je vais vous donner un exemple en ce qui concerne les Inuvialuit Gwich'in, qui sont plus près de l'océan Arctique, et le Yukon qui n'est peut-être pas considéré comme étant à proximité de l'océan Arctique. Pensez-vous que cela a une incidence sur votre engagement en tant que titulaires de droits?

**Mme Joseph :** Oui, cela a un impact réel sur nous, les titulaires de droits. À la réunion d'août 2022, en Alberta, les premiers ministres du Nord ont assisté à la réunion au nom de la population du Yukon et des Territoires du Nord-Ouest. Je ne sais pas si le Nunavut était présent. À ce jour, le gouvernement du Yukon n'a toujours pas vraiment discuté de cette importante initiative avec les Premières Nations du Yukon. Même si nous avons discuté du Cadre stratégique pour l'Arctique, cette question n'a pas été abordée avec nous. Pour ce qui est d'avoir un traité moderne avec nos partenaires, le gouvernement du Canada et le gouvernement du Yukon, dans le contexte actuel, une collaboration à cet égard dans le cadre de nos ententes permettrait d'établir un partenariat plus solide. Dans ce dossier important, l'engagement a été insuffisant.

J'en ai parlé au ministre Vandal — parce que j'avais eu vent de la réunion du mois d'août par les médias — lorsqu'il a rencontré notre Première Nation, en août. J'ai soulevé la question parce que je pensais qu'elle était importante pour les chefs des Premières Nations du Nord qui étaient favorables à une collaboration à cet égard. J'ai abordé le sujet à la réunion sur l'Arctique et le Nord qui a eu lieu à Yellowknife avec le ministre Vandal, et j'ai demandé qu'il y ait des consultations avec nos Premières Nations respectives sur cette question. J'ai aussi fait valoir, en ce qui concerne nos traités modernes, que nous devons nous assurer que nous bénéficierions de cette question importante pour nos peuples du Nord et que nous y participerions activement.

De plus, pour ce qui est de l'engagement à l'égard de ces questions, nous collaborons activement avec le gouvernement fédéral en ce qui concerne le tribunal des services à l'enfance et à la famille. Notre engagement est plus important à ce sujet, mais pour ce qui est des autres questions liées à la souveraineté dans l'Arctique, à la sécurité et aux affaires étrangères en matière de sécurité, nous ne sommes pas vraiment engagés, tandis que nous le sommes pour d'autres questions comme les changements climatiques.

In terms of implementation of our agreements, it has been quite slow. Last year we were celebrating the 25th anniversary of signing of our agreement but probably have not implemented 25% of it. The partnership has not been as strong in terms of implementing our agreements. Here in the Yukon, we see ourselves as mapping the way for First Nations independence, but we can only move forward further with our partners in implementing our agreements with the federal government as well as the Yukon government.

Thank you.

**Senator Anderson:** Thank you. Just as a follow-up, have there been any concrete actions in response to the concerns you voiced to Canada around Arctic security and sovereignty?

**Ms. Joseph:** I think the only concrete action to date was to have an invitation to present to the standing committee. Other than that, there hasn't been.

**Ms. Adamek:** I wanted to add that I think it's so important to have the diversity of perspectives. As you heard from Chief Joseph, when it comes to Arctic security, the northern parts of the territory have really specific issues, as do the southern parts of the Yukon.

I want to remind the committee that there are actually four specific border entry points into the Yukon. There is Skagway, Haines, Beaver Creek and then up towards Eagle in Chief Joseph's territory. Oftentimes, I find really interesting that when we think about Arctic sovereignty, our minds go directly to the ocean as opposed to thinking about the way in which those international borders are currently placed.

We are so close when it comes to Alaska and Russia. Just recently, I heard of people who took a boat from Russia over to Alaska because of what's happening between Russia and Ukraine. That's a real possibility of what can happen over there. How are we as Yukon First Nations governments included in decisions when we are so close to the U.S. border? Many of our families are U.S. citizens. I know in my nation, there are citizens of Kluane First Nation who are also U.S. citizens and who live in the U.S. The same can be said for so many Yukon First Nations.

When it comes to some of these issues around Arctic security and sovereignty, I would say that our region has not been included. That is a really critical oversight because, as Chief Joseph mentioned, I would say that every single Yukon First Nation and community — and I stand to be corrected — has an incredibly strong group of Canadian Rangers and has played a critical role in ensuring and upholding those responsibilities here

Pour ce qui est de la mise en œuvre de nos accords, elle a été assez lente. L'an dernier, nous avons célébré le 25<sup>e</sup> anniversaire de la signature de notre accord, mais nous n'en avons probablement pas mis en œuvre 25 %. Le partenariat n'a pas été aussi solide pour ce qui est de la mise en œuvre de nos ententes. Ici, au Yukon, nous nous considérons comme les pionniers de l'indépendance des Premières Nations, mais nous ne pouvons progresser qu'avec nos partenaires dans la mise en œuvre de nos accords avec le gouvernement fédéral et le gouvernement du Yukon.

Merci.

**La sénatrice Anderson :** Merci. Dans la même veine, y a-t-il eu des mesures concrètes en réponse aux préoccupations que vous avez exprimées au Canada au sujet de la sécurité et de la souveraineté dans l'Arctique?

**Mme Joseph :** Je pense que la seule mesure concrète à ce jour a été de nous inviter à comparaître devant le comité permanent. À part cela, il n'y en a pas eu.

**Mme Adamek :** Je voulais ajouter qu'à mon avis, il est très important d'avoir la diversité des points de vue. Comme la cheffe Joseph vous l'a dit, en ce qui concerne la sécurité dans l'Arctique, les régions septentrionales du territoire ont des problèmes très précis, tout comme les régions méridionales du Yukon.

Je tiens à rappeler au comité qu'il y a, en fait, quatre points d'entrée au Yukon. Il y a Skagway, Haines, Beaver Creek, puis Eagle, sur le territoire de la cheffe Joseph. Souvent, je trouve vraiment intéressant que lorsque nous pensons à la souveraineté dans l'Arctique, c'est l'océan qui nous vient immédiatement à l'esprit plutôt que l'emplacement actuel des frontières internationales.

Nous sommes très près de l'Alaska et de la Russie. Tout récemment, j'ai entendu parler de gens qui sont partis de la Russie en bateau pour se rendre en Alaska à cause de ce qui se passe entre la Russie et l'Ukraine. C'est une possibilité réelle de ce qui peut arriver là-bas. Comment nos gouvernements des Premières Nations du Yukon peuvent-ils participer aux décisions alors que nous sommes si près de la frontière américaine? De nombreux membres de nos familles sont des citoyens américains. Je sais que dans ma nation, il y a des membres de la Première Nation de Kluane qui sont aussi des citoyens américains et qui vivent aux États-Unis. On peut dire la même chose de tant de Premières Nations du Yukon.

En ce qui concerne la sécurité et la souveraineté dans l'Arctique, je dirais que notre région n'a pas été incluse. Il s'agit d'un oubli vraiment critique parce que, comme la cheffe Joseph l'a mentionné, je dirais que toutes les Premières Nations et toutes les communautés du Yukon — et corrigez-moi si je me trompe — ont un groupe de Rangers canadiens incroyablement solide et ont joué un rôle essentiel pour assurer et maintenir ces

in the Yukon. Certainly, the time has come where we're seeing announcements being made with respect to funding and looking at long-term planning. The Yukon and Yukon First Nations governments need to be included in the exact same way that you referred to other parts of the North being both consulted and engaged, because the impacts here are going to be very similar to what we see right across the North.

**Senator Anderson:** *Mahsi'cho.*

[*Translation*]

**Senator Boisvenu:** Thank you to our two witnesses. Your testimonies are very, very interesting. I want to thank you.

Chief Joseph, if I understand correctly, your community borders on two territories: Yukon and Alaska. Is that right?

[*English*]

**Ms. Joseph:** My community is in northwestern Yukon, and the Yukon is adjacent to Alaska by road. We're one hour and 15 minutes by highway. By river, we're probably about six hours to Alaska and about 15 minutes by air. Vuntut Gwitchin is probably about the same distance — maybe a little less — but they don't have a highway. By air, it would be about 15 minutes. They would probably be about an hour to an hour and a half to the Arctic Ocean by air — maybe a little less than that. But there is no highway to the Arctic Ocean from their community. Vuntut is north of Dawson, and it's a fly-in community.

[*Translation*]

**Senator Boisvenu:** I'm asking you this question because I understood from your brief that you had a political relationship with both the Americans and Canada. Did I understand you correctly?

[*English*]

**Ms. Joseph:** No. I requested that if Canada is engaged with the United States on Arctic sovereignty and security, then we should be invited to those discussions.

[*Translation*]

**Senator Boisvenu:** I understand very well. Thank you very much.

My question is this. You were right — I don't know if it was you or Ms. Adamek — to say that you are now an open society. For centuries, I would even say decades, the Arctic was made up of very closed communities, given the climate that existed. Now

responsabilités ici, au Yukon. Chose certaine, le temps est venu de faire des annonces concernant le financement et la planification à long terme. Les gouvernements du Yukon et des Premières Nations du Yukon doivent être inclus exactement comme vous l'avez mentionné à propos d'autres régions du Nord, en étant consultés et mobilisés, parce que les répercussions ici seront très semblables à ce que nous voyons dans tout le Nord.

**La sénatrice Anderson :** *Mahsi'cho.*

[*Français*]

**Le sénateur Boisvenu :** Merci à nos deux témoins; vos témoignages sont très, très intéressants. Je tiens à vous remercier.

Cheffe Joseph, si je comprends bien, votre communauté touche à deux territoires : le Yukon et l'Alaska, n'est-ce pas?

[*Traduction*]

**Mme Joseph :** Ma communauté est située dans le nord-ouest du Yukon, et le Yukon est adjacent à l'Alaska par la route. Nous sommes à une heure et quart de route. Nous sommes probablement à environ six heures de l'Alaska par voie fluviale, et à environ 15 minutes par avion. Les Gwitchin Vuntut sont probablement à peu près à la même distance — peut-être un peu moins —, mais ils n'ont pas d'autoroute. Par avion, il faut compter environ 15 minutes. Ils seraient probablement à environ une heure ou une heure et demie de l'océan Arctique par voie aérienne — peut-être un peu moins. Mais il n'y a pas d'autoroute vers l'océan Arctique à partir de leur communauté. Vuntut se trouve au nord de Dawson, et c'est une communauté accessible uniquement par avion.

[*Français*]

**Le sénateur Boisvenu :** Je vous pose cette question parce que j'ai cru comprendre, selon votre exposé, que vous aviez des rapports politiques à la fois avec les Américains et le Canada. Ai-je bien compris vos propos?

[*Traduction*]

**Mme Joseph :** Non. J'ai demandé que, si le Canada s'engage avec les États-Unis dans le dossier de la souveraineté et de la sécurité dans l'Arctique, nous soyons invités à participer à ces discussions.

[*Français*]

**Le sénateur Boisvenu :** Je comprends très bien. Merci beaucoup.

Ma question est la suivante. Vous aviez raison — je ne sais pas si c'est vous ou Mme Adamek — de dire que vous êtes maintenant une société ouverte. Pendant des siècles, je dirais même des décennies, l'Arctique était formé de communautés très

we see that it is an open environment for economic development, for resource development, for shipping and so on. There is no doubt that the face of the Arctic will never be the same for decades to come.

In this context, as a society open to the world, if I may say so, what role do you want to play in the management of your territory, the autonomy of your territory? What role do you absolutely want to play in your future?

[English]

**Ms. Joseph:** Our First Nations need to really play a role in participating in discussions with regard to northern Arctic sovereignty and security. It's important because of, as I mentioned, how close we are to the Arctic Ocean as well as to the Alaska border. We do have other First Nations communities here in the Yukon that are fairly close to the Alaska border as well.

It's important for us to be able to understand what kind of plans are being developed for Arctic sovereignty and security. Because we are modern treaty First Nations, our agreements lay out that we have the ability to collaborate and co-manage resources within our respective traditional territories. We see Arctic sovereignty and security as part of activities that have a potential for having conflict, and we need to ensure that we are prepared for that in our traditional territories. We need to ensure that the Rangers residing in our traditional territories have the infrastructure and training they need as well as the ability to mobilize if they need to take any action. We need to ensure that their numbers increase. We need to be part of the implementation of and benefits from economic development opportunities as outlined in our modern treaty agreements.

[Translation]

**Senator Boisvenu:** Ms. Adamek, as we know, the Canadian Rangers are what I would call a paramilitary force. They are not part of the regular armed forces. We know that the armed forces have a major recruitment problem. We are talking about thousands of positions to be filled. Should the armed forces have a specific strategy for recruiting members of your communities to be part of their regular forces?

[English]

**Ms. Adamek:** I think that could be possible. I think I would be remiss not to acknowledge the fact that when it comes to issues of defence, so many Indigenous veterans participated in the First and Second World Wars and were not treated equally to

fermées, considérant le climat qui existait. Maintenant, on constate que c'est un milieu ouvert à l'exploitation économique, à l'exploitation des ressources, ouvert au transport maritime et ainsi de suite. C'est certain que le visage de l'Arctique ne sera plus jamais le même pour les décennies à venir.

Dans ce contexte, en tant que société ouverte sur le monde, si je puis me permettre, quel rôle voulez-vous jouer en ce qui a trait à la gestion de votre territoire, à l'autonomie de votre territoire? Quel rôle tenez-vous absolument à jouer dans votre avenir?

[Traduction]

**Mme Joseph :** Nos Premières Nations doivent vraiment jouer un rôle en participant aux discussions sur la souveraineté et la sécurité dans le Nord de l'Arctique. C'est important parce que, comme je l'ai mentionné, nous sommes très près de l'océan Arctique et de la frontière de l'Alaska. Il y a d'autres communautés des Premières Nations, ici au Yukon, qui sont assez près de la frontière de l'Alaska.

Il est important que nous puissions comprendre quels types de plans sont élaborés pour la souveraineté et la sécurité dans l'Arctique. Étant donné que nous sommes des Premières Nations signataires de traités modernes, nos accords prévoient que nous avons la capacité de collaborer et de cogérer les ressources sur nos territoires traditionnels respectifs. Nous considérons que la souveraineté et la sécurité dans l'Arctique font partie des activités susceptibles d'engendrer des conflits, et nous devons nous assurer que nous sommes préparés à cela dans nos territoires traditionnels. Nous devons nous assurer que les Rangers résidant dans nos territoires traditionnels disposent de l'infrastructure et de la formation dont ils ont besoin, ainsi que de la capacité de se mobiliser s'ils doivent intervenir. Nous devons faire en sorte d'augmenter leur nombre. Nous devons participer à la mise en œuvre des possibilités de développement économique décrites dans nos traités modernes et en tirer des avantages.

[Français]

**Le sénateur Boisvenu :** Madame Adamek, comme nous le savons, les Rangers canadiens sont une force que je vais qualifier de paramilitaire. Ils ne font pas partie des forces armées régulières. Or, on sait que les forces armées ont un problème majeur de recrutement. On parle de milliers de postes à combler. Les forces armées devraient-elles avoir une stratégie particulière pour recruter des membres de vos communautés pour faire partie de leurs forces régulières?

[Traduction]

**Mme Adamek :** Je pense que cela pourrait être possible. Je me dois de souligner que, lorsqu'il est question de défense, un grand nombre d'anciens combattants autochtones ont participé aux deux guerres mondiales et n'ont pas été traités de la même

other Canadians, and that's not something that's lost on our people.

There is a specific Indigenous Veterans' Day, which is really important to us because there were very strong, solid and incredible leaders, Pete Sydney, Elijah Smith, Alex Van Bibber to name a few. When Canadians were asked to join or told to join, Indigenous people weren't part of those lists, so to speak. We showed up because we felt it was important to protect our territory. The elders would have guided them through that process.

To answer your question, I think there is an opportunity for Indigenous people, and specifically Yukon First Nations, to be in every place and space where decisions are being made or where actions are being taken to protect our land and our territories.

I think that it would require an understanding that there is also a pull to get more Indigenous people in policing, for example. There needs to be shifts in approach, for sure, in ensuring that Indigenous people's values and culture would be reflected in those programs. I wanted to share that with you. I think there are certainly opportunities there, but it is important that we not forget the history and why there would be potentially some reluctance with our people wanting to step forward in that way.

[Translation]

**Senator Boisvenu:** Thank you very much to both of you. It was very interesting.

[English]

**Senator M. Deacon:** Thank you both for being here today.

I've made three attempts to get to the Yukon, with three cancellations, but I'm hoping to be there this July. I am excited about getting a chance to walk the roads.

I'm going to continue with the question that I really hope isn't too redundant and repetitive. It has come up a couple of different ways with the relationship between the Yukon and Alaska. Of course, we all know the border is shared, and we would expect that the relationship with the forty-ninth state is just as important as your relationship with the federal government here in Ottawa.

As Canada needs to try to modernize the military, as we go through that process, I'm wondering from your perspective the sense of where that Yukon-Alaska relationship is right now, as well as Yukon's First Nations operating within this bilateral relationship. I want to make sure we've got that covered or well understood today. If there is anything that either one of you could add to that, that would be appreciated.

façon que les autres Canadiens, et ce n'est pas quelque chose qui échappe à notre peuple.

Il y a une Journée des anciens combattants autochtones, qui est très importante pour nous parce qu'il y avait des leaders très forts, solides et incroyables, Pete Sydney, Elijah Smith, Alex Van Bibber, pour n'en nommer que quelques-uns. Lorsqu'on a demandé ou ordonné aux Canadiens de s'engager, les Autochtones n'étaient pas inscrits sur les listes, pour ainsi dire. Ils se sont présentés parce qu'ils estimaient important de protéger notre territoire. Nos aînés les ont guidés dans cette démarche.

Pour répondre à votre question, je pense que les peuples autochtones, et plus particulièrement les Premières Nations du Yukon, ont la possibilité d'être présents partout où des décisions ou des mesures sont prises pour protéger nos terres et nos territoires.

Je pense qu'il faudrait comprendre qu'il y a aussi une volonté d'attirer plus d'Autochtones dans les services de police, par exemple. Il faut certainement changer l'approche pour s'assurer que les valeurs et la culture des peuples autochtones sont reflétées dans les programmes. Je voulais vous en faire part. Je pense qu'il y a certainement des possibilités à cet égard, mais il est important de ne pas oublier l'histoire et les raisons pour lesquelles notre peuple pourrait avoir une certaine réticence à s'engager dans cette voie.

[Français]

**Le sénateur Boisvenu :** Merci beaucoup à vous deux. C'était très intéressant.

[Traduction]

**La sénatrice M. Deacon :** Merci à vous deux d'être ici aujourd'hui.

J'ai fait trois tentatives pour me rendre au Yukon, avec trois annulations, mais j'espère y aller en juillet prochain. Je suis enthousiaste à l'idée d'avoir la chance de marcher sur les routes.

Je vais poursuivre sur une question qui, je l'espère vraiment, n'est pas trop redondante et répétitive. Les relations entre le Yukon et l'Alaska ont pris différentes formes. Bien sûr, nous savons tous que vous avez une frontière commune, et nous nous attendons à ce que les relations avec le 49<sup>e</sup> État soient tout aussi importantes que vos relations avec le gouvernement fédéral, ici à Ottawa.

Étant donné que le Canada doit essayer de moderniser ses forces armées, dans le cadre de ce processus, je me demande où en sont, de votre point de vue, les relations Alaska-Yukon à l'heure actuelle, ainsi qu'avec les Premières Nations du Yukon dans le cadre de cette relation bilatérale. Je veux m'assurer que tout est bien compris aujourd'hui. Si l'une ou l'autre d'entre vous a quelque chose à ajouter, j'aimerais l'entendre.

**Ms. Joseph:** I could add that in terms of the relationship between the Yukon, there has always been a relationship between the Yukon government and the Alaska government. There are many matters that are discussed, I believe, in terms of management of international species, such as the Porcupine Caribou Management Board, as well as Yukon River salmon and Pacific salmon. Those are some of the areas where there are relationships with Yukon First Nations included in those discussions as co-management of those international species lies within the parameters of our modern treaty agreements.

We do have collaborative discussions in that sense, and it would be important to begin discussions with the government of Alaska on these other issues, and I think that step would have to first be taken by the Government of Canada as well in order to be a part of that process.

**Ms. Adamek:** I think that's a really important question, and I want to acknowledge that recently our member of Parliament, Brendan Hanley, had a meeting with re-elected Mary Peltola who is also an Indigenous woman from Alaska. As Chief Joseph mentioned, a sort of intergovernmental relationship exists on some of those parameters of mutual interest in terms of some corridors, some energy possibilities. I'm thinking about the Skagway, and there have been discussions about fibre optics there and about hydro potential there. I'm mindful also of the Taku River Tlingit who sit as part of northern B.C. but are right at the Yukon border. I do think that there's a great opportunity here to further strengthen those relationships.

As Chief Joseph mentioned, from a First Nation government perspective, and I'll speak from a more southern Yukon perspective, so many members of our citizens of Kluane First Nation happen to be Alaskans. First they are Kluane First Nation, and then they are Alaskan. That also includes having the Tlingit and Haida tribes of Alaska. We have Inland Tlingit here in the Yukon, Teslin Tlingit Council, Carcross/Tagish First Nation and Taku River Tlingit, as well as migration stories of our people from Alaska into southern Yukon. Whenever you do come, you'll see that coastal art through a lot of southern Yukon because that's our history. A lot of us have history from southeast Alaska and follow the clan system from southeast Alaska as well, and that's southern Yukon reality.

In the North, as Chief Joseph mentioned, a lot of people will go down the Porcupine River from Old Crow to the Yukon to celebrate the Gwich'in gathering. There is Gwich'in Council International. There are bodies that exist. The Arctic Athabaskan Council for example, is not as active as it once was but is certainly an important body that exists to ensure Indigenous voices who are Gwich'in or who are in Chief Joseph's reality, Hän perhaps, the stories and the songs and the history. We didn't

**Mme Joseph :** Je pourrais ajouter qu'en ce qui concerne les relations avec le Yukon, il y a toujours eu des relations entre le gouvernement du Yukon et le gouvernement de l'Alaska. De nombreuses questions sont abordées, je crois, en ce qui concerne la gestion des espèces internationales, comme le Conseil de gestion de la harde de caribous de la Porcupine, le saumon du fleuve Yukon et le saumon du Pacifique. Ce sont quelques-uns des domaines où les relations avec les Premières Nations du Yukon font partie de ces discussions, car la cogestion de ces espèces internationales s'inscrit dans les paramètres de nos traités modernes.

Nous avons des discussions de collaboration dans ce sens, et il serait important d'entamer des discussions avec le gouvernement de l'Alaska sur ces autres questions. Je pense que le gouvernement du Canada devrait d'abord en prendre l'initiative pour participer à ce processus.

**Mme Adamek :** Je pense que c'est une question très importante, et je tiens à souligner que notre député, Brendan Hanley, a récemment rencontré Mary Peltola, une Autochtone de l'Alaska, qui a été réélue. Comme la cheffe Joseph l'a mentionné, il existe certaines relations intergouvernementales sur certains paramètres présentant un intérêt mutuel, au sujet de certains corridors, certaines possibilités énergétiques. Je pense au Skagway, et il y a eu des discussions au sujet de la fibre optique et du potentiel hydroélectrique. Je pense aussi aux Tlingits de la rivière Taku, qui vivent dans le nord de la Colombie-Britannique, et qui se trouvent à la frontière du Yukon. Je pense qu'il y a là une excellente occasion de renforcer davantage ces relations.

Comme la cheffe Joseph l'a mentionné, du point de vue du gouvernement des Premières Nations, et je vais parler du point de vue du sud du Yukon, il se trouve que de nombreux membres de la Première Nation de Kluane sont de l'Alaska. Ils sont d'abord et avant tout des membres de la Première Nation de Kluane, et ensuite des citoyens de l'Alaska. Cela comprend également les tribus Tlingit et Haida de l'Alaska. Nous avons des Tlingits de l'intérieur ici, au Yukon, le Conseil des Tlingits de Teslin, la Première Nation de Carcross-Tagish et les Tlingits de Taku River. Il y a aussi les récits de la migration de notre peuple, de l'Alaska vers le sud du Yukon. Lorsque vous viendrez, vous verrez cet art côtier dans une grande partie du sud du Yukon parce que c'est notre histoire. Nous sommes nombreux à être originaires du sud-est de l'Alaska et à suivre son régime de clans, et c'est la réalité du sud du Yukon.

Dans le Nord, comme la cheffe Joseph l'a mentionné, beaucoup de gens descendent la rivière Porcupine d'Old Crow jusqu'au Yukon pour célébrer le rassemblement des Gwich'in. Il y a le Conseil international des Gwich'in. Il existe des organismes. Le Conseil de l'Athabaskan arctique, par exemple, n'est pas aussi actif qu'il l'a déjà été, mais c'est certainement un organisme important pour faire entendre les voix autochtones qui sont gwich'in ou qui sont dans la réalité de la cheffe Joseph,

have these borders a long time ago. These are colonial borders that were created. Those histories, the stories, the songs, the relationships run incredibly deep.

In terms of a formalized way in which we meet, Chief Joseph, that may be something that could happen through this process. I would be interested to know what our Yukon chiefs think and feel about that, but certainly there's a great opportunity here to further strengthen those more political and intergovernmental relationships.

**Senator M. Deacon:** Both of you have mentioned this, and we've had quite a bit of discussion about the Canadian Rangers. It's a topic that has been covered a few times in different ways, but I'd like to get the thoughts of both of you on this program. We've heard about the good the Rangers do and their importance in the communities, but in your opinion, is this a beneficial program for those who serve us as well? I get the sense that the role of the Rangers will continue to grow. I want to get an idea of what attracts young men and women from your communities to step up and sign up to be a Ranger or a reservist. What more could be done to improve the program for reservists in the North? This is for both of you.

**Ms. Joseph:** Thank you for that question.

In regard to the Canadian Rangers here in the North, funding is provided to those who are in the army. Our Canadian Rangers here in the North do a lot of training. They do on-land training, and they have gone to every part of the traditional territory. They also attend training together at annual gatherings, wherever they are held. They all have to provide their own equipment. With on-land training, a lot of the equipment is provided by themselves. They don't have a lot of infrastructure such as snowmobiles or ATVs. They provide all of that themselves. They have to have this kind of equipment in order to be able to go out on to the land. Otherwise, they wouldn't be able to participate in the training.

Now that we have planes and helicopters available here, they should be able to do flight training as well. They should also be able to travel to take the more extensive training that can be offered by the Canadian army. I think there might be a base in the Northwest Territories, in the North. It would be great to have them participate in that level of training with the army because the more training there is, the better it is. We may have to think about having a base here in northern Yukon as well, not only in the Northwest Territories. I'm not sure if there is one in Nunavut, but maybe there needs to be one here considering that we are adjacent to the Alaska border.

peut-être Hän, les récits, les chansons et l'histoire. Nous n'avions pas ces frontières par le passé. Ce sont des frontières coloniales qui ont été créées. Ces récits ces histoires, ces chants, ces relations sont profondément ancrés.

Pour ce qui est d'une façon officielle de nous rencontrer, cheffe Joseph, c'est peut-être quelque chose qui pourrait se produire dans le cadre de ce processus. J'aimerais savoir ce que nos chefs du Yukon en pensent et comment ils voient cela, mais c'est certainement une excellente occasion de renforcer les relations plus politiques et intergouvernementales.

**La sénatrice M. Deacon :** Vous en avez toutes les deux parlé, et nous avons beaucoup discuté des Rangers canadiens. C'est un sujet qui a été abordé à quelques reprises de différentes façons, mais j'aimerais savoir ce que vous pensez toutes les deux de ce programme. Nous avons entendu parler du bien que font les Rangers et de leur importance dans les communautés, mais à votre avis, s'agit-il d'un programme avantageux pour ceux qui nous servent également? J'ai l'impression que le rôle des Rangers va continuer de croître. J'aimerais avoir une idée de ce qui incite les jeunes hommes et les jeunes femmes de vos communautés à s'engager comme Rangers ou réservistes. Que pourrait-on faire de plus pour améliorer le programme des réservistes dans le Nord? Ma question s'adresse à vous deux.

**Mme Joseph :** Je vous remercie de cette question.

En ce qui concerne les Rangers canadiens dans le Nord, un financement est fourni à ceux qui font partie de l'armée. Nos Rangers canadiens dans le Nord font beaucoup d'entraînement. Ils font de l'entraînement sur le terrain et sont allés dans toutes les régions du territoire traditionnel. Ils suivent également des formations ensemble lors de rassemblements annuels, où qu'ils aient lieu. Ils doivent tous fournir leur propre équipement. Pour ce qui est de l'entraînement sur le terrain, ils doivent fournir eux-mêmes une grande partie de leur équipement. Ils n'ont pas beaucoup d'infrastructures comme des motoneiges ou des VTT. Ils fournissent tout cela eux-mêmes. Ils doivent avoir ce genre d'équipement pour pouvoir aller sur le terrain. Autrement, ils ne pourraient pas participer à la formation.

Maintenant que nous avons des avions et des hélicoptères à notre disposition, ils devraient aussi pouvoir suivre des cours de pilotage. Ils devraient aussi pouvoir se déplacer pour suivre la formation plus poussée que peut offrir l'armée canadienne. Je pense qu'il pourrait y avoir une base dans les Territoires du Nord-Ouest, dans le Nord. Ce serait bien qu'ils participent à ce niveau d'entraînement avec l'armée, car plus il y a d'entraînement, mieux c'est. Nous devons peut-être songer à établir une base ici, dans le nord du Yukon, pas seulement dans les Territoires du Nord-Ouest. Je ne sais pas s'il y en a une au Nunavut, mais il faudrait peut-être en avoir une ici, étant donné que nous sommes adjacents à la frontière de l'Alaska.

Cadet training is another step. If there was an army base here in the Yukon, maybe more and more of the cadets might go into the army. Right now, they take their cadet training until they are 18 or whatever, and then they move on to other interests because there is no base here in the Yukon for them to consider that as a career.

I think a lot can be provided to the Rangers in our communities. They don't even have infrastructure for storage and those sorts of things. I think that can also be provided.

I think there is interest in the army because a number of individuals enjoy going out on to the land and they enjoy the training activities together as adults. There are not a lot of things that you can do in our northern communities because we lack a lot of infrastructure. Most of the infrastructure is in Whitehorse, Yukon, where the majority of the funds are put into recreation and telecommunication infrastructure. We have to drive to Whitehorse for a lot of our needs. Being able to provide more infrastructure would be great.

I think that those who participate also enjoy and appreciate the training that is being provided in terms of mechanical training on small engines and being able to do that on your own because that's what you would have to do to take care of them when you are out on the land, as well as being able to teach the younger generation and getting interest there from the younger generation to participate, like in the Junior Canadian Rangers. I'm not sure if every community has a Junior Rangers program, but we have that here because we don't have cadets. There are not a lot of activities here. I think one of the reasons individuals get interested in being part of the Rangers is that there are not a lot of activities here in our small communities.

**Senator M. Deacon:** Thank you.

**Senator Yussuff:** Thank you to the witnesses for being here today.

We are talking about the Arctic and about northern security. I listened to both of you, and this is not a question of our military might. It is about other things that are part of the larger strategy about how we exert our sovereignty on our own land and about how we develop relationships in regard to how we are going to strengthen our sovereignty over Canada's territory.

As Canada looks toward a renewal of NORAD, what are some of the things Canada can do better? This is a critical juncture as Canada renews the NORAD agreement with the United States. There will be huge investment. There are many other things that we need to think about. In some of the communities, it may not be military, but this is equally important in the context of how Canada can maintain its sovereignty on its own land and work

L'instruction des cadets est une autre étape. S'il y avait une base militaire ici, au Yukon, peut-être que de plus en plus de cadets iraient dans l'armée. À l'heure actuelle, ils suivent leur formation de cadets jusqu'à l'âge de 18 ans ou peu importe, puis ils passent à d'autres intérêts parce qu'il n'y a pas de base ici, au Yukon, où ils peuvent envisager cette carrière.

Je pense qu'on pourrait fournir beaucoup de choses aux Rangers de nos communautés. Ils n'ont même pas d'infrastructure d'entreposage et ce genre de choses. Je pense que cela pourrait aussi leur être fourni.

Je pense qu'il y a de l'intérêt pour l'armée parce qu'un certain nombre de personnes aiment aller sur le terrain, participer ensemble à l'entraînement en tant qu'adultes. Il n'y a pas beaucoup de choses que vous pouvez faire dans nos communautés du Nord parce que nous manquons d'infrastructures. La plus grande partie de l'infrastructure se trouve à Whitehorse, au Yukon, où la majorité des fonds sont investis dans l'infrastructure des loisirs et des télécommunications. Nous devons nous rendre en voiture à Whitehorse pour répondre à bon nombre de nos besoins. Il serait formidable de pouvoir fournir plus d'infrastructures.

Je pense que les participants aiment également la formation en mécanique offerte pour les petits moteurs, qui leur permet de les réparer eux-mêmes, parce que c'est nécessaire quand vous êtes sur le terrain, et aussi de l'enseigner à la jeune génération et de l'intéresser à participer, par exemple aux Rangers juniors canadiens. Je ne sais pas si toutes les communautés ont un programme des Rangers juniors, mais nous avons ce programme ici parce que nous n'avons pas de cadets. Il n'y a pas beaucoup d'activités ici. Je pense qu'une des raisons pour lesquelles les gens s'intéressent à faire partie des Rangers, c'est qu'il n'y a pas beaucoup d'activités ici dans nos petites communautés.

**La sénatrice M. Deacon :** Merci.

**Le sénateur Yussuff :** Je remercie les témoins d'être ici aujourd'hui.

Nous parlons de l'Arctique et de la sécurité dans le Nord. Je vous ai écoutées toutes les deux, et ce n'est pas une question de puissance militaire. Il s'agit d'autres choses qui font partie de la stratégie plus vaste sur la façon dont nous exerçons notre souveraineté sur notre propre territoire et sur la façon dont nous établissons des relations pour renforcer notre souveraineté sur le territoire du Canada.

Dans le cadre du renouvellement du NORAD, quelles sont certaines des choses que le Canada peut améliorer? Le renouvellement du NORAD entre le Canada et les États-Unis est un événement crucial. Il y aura d'énormes investissements. Il y a beaucoup d'autres choses auxquelles nous devons réfléchir. Dans certaines communautés, ce n'est peut-être pas militaire, mais c'est tout aussi important dans le contexte de la façon dont le

with the community and with your nation-to-nation agreement as to how we advance our relationship going forward.

I encourage both witnesses to comment.

**Ms. Joseph:** I think Canada is moving in the right direction by the renewal of NORAD, especially when we are dealing with a level of uncertainty in the North and in the world with the invasion by Russia into Ukraine and how that has continued to provide a level of insecurity in the world. We are so close to those countries in the North — just on the other side of Alaska — as well as the open waters in the Arctic Ocean. It is important to ensure that we have secure lands and our own secure sovereignty here in the North as well as in Canada.

In the past, we never really thought too much about that, but in this day and age, when missiles can go a long way, we have to think differently. There is more modern equipment that can travel in deep water in no time at all and planes that can travel quite swiftly. We never really had to think about those types of things in the past, and a lot of people never really thought about the North in the past. The government never thought about the North in the past, but it is something that we need to do now.

I think that with the Government of Canada renewing NORAD, you are taking the matter seriously in terms of where we have a place in the North or in the world to be providing a level of security, and moving forward in discussions with those who can be partners as well as ensuring that there is engagement with First Nations in the North and other areas where there could be an impact in Canada.

**Ms. Adamek:** Senators, in terms of regional protocol, I will always defer to a chief who is joining us to speak first. The chiefs, of course, are the rights holders in our territory, and I'm elected by them to be an advocate and a facilitator and bring information back and forth with the Assembly of First Nations and the chiefs to get their direction. I just wanted to acknowledge that, because it is important that you hear from Chief Joseph first in this type of setting.

The second point I wanted to raise is that concept of dual infrastructure. You heard Chief Joseph speak to some of the infrastructure and lack thereof. For example, in an emergency situation — and a lot of us learned this through COVID-19 — do you have a large space that people can go to if needed? Not every community has a facility like a large school or a school gym or a place like, for example, a hockey arena. I know in Ottawa, that is where they were doing some of the vaccinations. We don't have all of those things in every single community, so what are the dual roles, then, when we are being strategic about these funds coming to the North and making sure that, from an

Canada peut maintenir sa souveraineté sur son propre territoire et travailler avec la communauté, et dans le cadre de votre entente de nation à nation, sur la façon de faire progresser nos relations à l'avenir.

J'invite les deux témoins à dire ce qu'elles en pensent.

**Mme Joseph :** Je pense que le Canada va dans la bonne direction en renouvelant le NORAD, surtout face aux incertitudes auxquelles nous sommes confrontés dans le Nord et dans le monde en raison de l'invasion de l'Ukraine par la Russie et au niveau d'insécurité que cette situation continue de créer dans le monde. Nous sommes très près de ces pays du Nord — juste de l'autre côté de l'Alaska — ainsi que des eaux libres de l'océan Arctique. Il est important de veiller sur la sécurité de notre territoire et notre propre souveraineté dans le Nord et au Canada.

Dans le passé, nous n'avons jamais vraiment réfléchi à cela, mais de nos jours, lorsque les missiles peuvent faire beaucoup de chemin, nous devons penser différemment. Il y a des équipements plus modernes qui peuvent se déplacer en eau profonde en un rien de temps et des avions qui peuvent se déplacer assez rapidement. Nous n'avons jamais vraiment eu à penser à ce genre de choses dans le passé, et beaucoup de gens n'ont jamais vraiment pensé au Nord jusqu'ici. Le gouvernement n'a jamais pensé au Nord dans le passé, mais c'est quelque chose que nous devons faire maintenant.

Je pense qu'en renouvelant le NORAD, le gouvernement du Canada prend la question au sérieux en ce qui concerne le rôle que nous pouvons jouer dans le Nord ou dans le monde pour assurer la sécurité, et la poursuite des discussions avec ceux qui peuvent être des partenaires, en veillant à ce qu'il y ait un engagement avec les Premières Nations du Nord et des autres régions où il pourrait y avoir des répercussions au Canada.

**Mme Adamek :** Honorables sénateurs, en ce qui concerne le protocole régional, je laisse toujours un chef prendre la parole en premier. Les chefs sont, bien sûr, les détenteurs de droits sur notre territoire, et ils m'ont choisie pour défendre leurs intérêts et pour faciliter l'échange d'information entre eux et l'Assemblée des Premières Nations afin de transmettre les directives. Je tenais à le souligner, parce qu'il est important que vous entendiez d'abord la cheffe Joseph dans ce genre de contexte.

Le deuxième point que je voulais soulever, c'est le concept de l'infrastructure à double usage. Vous avez entendu la cheffe Joseph parler de certaines infrastructures et de leur absence. Par exemple, dans une situation d'urgence — et nous sommes nombreux à l'avoir appris pendant la pandémie de COVID-19 —, y a-t-il un vaste bâtiment où les gens peuvent se rendre au besoin? Ce ne sont pas toutes les communautés qui ont des installations comme une grande école, un gymnase scolaire ou un endroit comme, par exemple, un aréna de hockey. Je sais qu'à Ottawa, c'est là que certains vaccins étaient administrés. Nous n'avons pas tout cela dans chaque communauté. Alors

infrastructure planning perspective, it is not just what Ottawa might think is best for the North. This is often our challenge as northerners.

I didn't get a chance to respond to the earlier question about the Canadian Rangers, but I can share that in so many of our communities, the population of First Nations people is 85% or higher. You can imagine that most of the Canadian Rangers in the North are Indigenous. When we think about that, what are ways that that program could be augmented? You are taking young people on the land. Those values align with our values as Indigenous people.

In fact, knowing that the Junior Canadian Rangers program has had a lot of success but that it might be harder to pull upon this generation, who is very interested in technology, are there ways that young people can also be engaged? To one of the senator's earlier questions about how you draw on young people to want to join the Canadian Armed Forces, well, you get people involved when they are young and help them understand why it's important.

As we look at the investment of NORAD, it is looking at what are ways to minimize the deaths by suicide in the North, which are higher than anywhere else in the world when we look at Nunavut, for example. We do that by engaging people and getting them on the land, because the land heals.

There are so many different ways that I see synergies with NORAD, with continuing from a very high-level political, intergovernmental policy perspective to really getting to the grassroots people. What do they need, and how do those needs align with the needs of where this federal government sees Arctic security going? A lot of it is to get people out on the land.

I can admittedly say that if you were to give me a Ski-Doo in minus 35, I could go for a few hours and could start a fire, but could I survive overnight? Probably not. My dad could, and my uncles could, and my uncle is part of the Canadian Rangers. These are the skills that, as northerners, so many of our elders have, as does the generation before me. But when we look to some of our young people, they're aching for that. Indigenous youth are aching for this. I see so many different parallels.

Also, combating and mitigating climate change is part of this work. The way you would go out on Kluane Lake is not the same as it was ten years ago because our lake has dropped by 10 feet. How are we as a nation state, as Canada, but also as Yukon First Nations people, looking to adapt to the way the land has changed so much, making sure that our young people are still

voyons quel sera le double usage lorsque nous envisageons une utilisation stratégique de l'argent qui arrive dans le Nord, en nous assurant que l'infrastructure ne sera pas planifiée uniquement en fonction de ce qu'Ottawa pourrait juger être le mieux pour le Nord. C'est souvent le défi que nous devons relever en tant que résidents du Nord.

Je n'ai pas eu l'occasion de répondre à la question précédente au sujet des Rangers canadiens, mais je peux vous dire que, dans bon nombre de nos collectivités, la population de Premières Nations est de 85 % ou plus. Vous pouvez imaginer que la plupart des Rangers canadiens dans le Nord sont autochtones. Pensons-y; comment pourrait-on bonifier ce programme? Vous emmenez des jeunes dans la nature. Ces valeurs correspondent à nos valeurs autochtones.

En fait, sachant que le programme des Rangers juniors canadiens a eu beaucoup de succès, mais qu'il serait peut-être plus difficile de motiver cette génération, qui s'intéresse beaucoup à la technologie, y aurait-il des façons de mobiliser les jeunes? Pour répondre à l'une des questions que le sénateur a posées plus tôt au sujet de la façon d'inciter les jeunes à s'enrôler dans les Forces armées canadiennes, eh bien, vous faites participer les gens quand ils sont jeunes et vous les aidez à comprendre pourquoi c'est important.

Quant à l'investissement par le NORAD, il s'agit de trouver des façons de réduire au minimum les suicides dans le Nord, qui sont plus élevés que partout ailleurs dans le monde, par exemple au Nunavut. Nous agissons en mobilisant les gens et en les aidant à renouer avec la terre, parce que la terre guérit.

Il existe tellement de synergies différentes avec NORAD. Il faudrait faire en sorte que la politique intergouvernementale de très haut niveau parle davantage aux gens de la base. De quoi ont-ils besoin, et en quoi ces besoins correspondent-ils aux besoins du gouvernement fédéral en matière de sécurité dans l'Arctique? Il s'agit en grande partie d'amener les gens à renouer avec la terre.

J'admets que si l'on me confiait une motoneige par moins 35 degrés, je pourrais me promener pour quelques heures et faire un feu, mais pourrais-je survivre jusqu'au lendemain? Probablement pas. Mon père et mes oncles le pouvaient, et mon oncle fait partie des Rangers canadiens. Ce sont là les compétences que bon nombre de nos aînés possèdent en tant qu'habitants du Nord, tout comme la génération qui m'a précédé. Toutefois, quand on pense à certains de nos jeunes, on constate que le besoin chez eux est réel. Il s'agit d'un besoin profond chez les jeunes Autochtones.

De plus, la lutte contre les changements climatiques et leur atténuation font partie de ce travail. La façon de se rendre sur le lac Kluane n'est pas la même qu'il y a dix ans parce que son niveau a chuté de 10 pieds. Comment le Canada peut-il, comme État-nation, comment pouvons-nous, comme Premières Nations du Yukon, nous adapter aux changements profonds du territoire.

participating in these programs like Junior Canadian Rangers or being able to participate in any program that has to do with Arctic security in a way that is reflective of our values and that also provides young people with some of our teachings?

I know those are very micro examples, senator, but I think it is really important to give a stronger understanding to what is happening on the ground and ways in which some of these young people may be able to earn high school credits or be able to apply it to university applications, if that's what they choose. If they choose a different career path like the Canadian Armed Forces, for example, or if they want to become carpenters, or if they want to become writers about Arctic sovereignty, whatever it is that they choose to do, they should be supported in doing that. That's where I think this investment in NORAD could really support the priorities that Yukon First Nations people have already addressed with the federal government and brought forward with the federal government.

[Translation]

**Senator Dagenais:** My question is for Chief Joseph. Chief Joseph, the supply of food and essential goods is often one of the issues that comes up in discussions about the implementation of government programs, among other things. To help us better understand, could you give us a brief overview of these supply problems and tell us about possible solutions to try to correct the situation?

[English]

**Ms. Joseph:** Thank you for that question. It is really appreciated at this time.

Since COVID, the rate of inflation here in the North has gone through the roof, especially for the people living in Old Crow, the Vuntut people. They pay \$100 just for a watermelon. I really feel for those who are on social assistance because I don't really believe that they can have enough food for the whole month because of the cost of food. The same is true here in Dawson City. We are the second-most northern community in the Yukon, and the rise of inflation on groceries has been extremely difficult. Groceries have been increasing every quarter in a significant amount. Compared to a year ago, you could buy \$100 worth of groceries and take out a few bags, and now you can go to the store and buy \$100 worth of groceries and probably end up taking out one bag or less.

Food security in the North is a real concern because our climate is cold during the winter and we don't have a lot of growing ability here in the North without the infrastructure. Most of our First Nations in the North, in the Yukon, do not have four season greenhouses. Many of us have begun small gardens to provide some level of food security, but it is really not enough.

Comment pouvons-nous faire en sorte que nos jeunes continuent à participer à ces programmes comme les Rangers juniors canadiens, ou à participer à tout programme lié à la sécurité dans l'Arctique d'une manière qui reflète nos valeurs et qui transmette également aux jeunes certains de nos enseignements?

Je sais que ce sont de très petits exemples, sénateur, mais je pense qu'il est vraiment important de mieux comprendre ce qui se passe sur le terrain et les façons dont certains de ces jeunes peuvent obtenir des crédits d'études secondaires ou les utiliser quand ils font des demandes d'admission à l'université, si c'est ce qu'ils choisissent. S'ils choisissent un cheminement de carrière différent, comme dans les Forces armées canadiennes, par exemple, ou s'ils veulent devenir menuisiers, ou s'ils veulent écrire au sujet de la souveraineté dans l'Arctique, peu importe ce qu'ils choisissent de faire, ils devraient être assistés dans leurs choix. C'est là que je pense que cet investissement dans le NORAD pourrait vraiment soutenir les priorités que les Premières Nations du Yukon ont déjà fait valoir auprès du gouvernement fédéral.

[Français]

**Le sénateur Dagenais :** Ma question s'adresse à la cheffe Joseph. Madame la cheffe, l'approvisionnement en aliments et en biens essentiels fait souvent partie des problèmes qui sont évoqués dans les discussions sur la mise en place, entre autres, de programmes gouvernementaux. Pour nous aider à mieux comprendre, pourriez-vous nous faire un bref portrait de ces problèmes d'approvisionnement et nous parler des solutions possibles pour essayer de corriger la situation?

[Traduction]

**Mme Joseph :** Je vous remercie de cette question. Elle est vraiment appréciée.

Depuis la pandémie de la COVID-19, le taux d'inflation dans le Nord a monté en flèche, surtout pour les habitants d'Old Crow, les Vuntut. Ils doivent déboursier 100 \$ pour un melon d'eau. Je compatis vraiment avec ceux qui vivent de l'aide sociale parce que je crois qu'ils ne peuvent vraiment pas se procurer assez de nourriture pour tout le mois en raison des coûts. C'est la même chose ici, à Dawson. Nous sommes la deuxième collectivité la plus septentrionale du Yukon, et l'inflation nous a créé de sérieux problèmes quant à la nourriture. À chaque trimestre, le coût de l'épicerie augmente de façon marquée. Alors qu'on pouvait acheter pour 100 \$ d'aliments et repartir avec quelques sacs il y a un an, aujourd'hui, ces 100 \$ suffiraient à peine à remplir un seul sac d'épicerie.

La sécurité alimentaire dans le Nord est une véritable préoccupation, car notre climat est froid en hiver et nous n'avons pas beaucoup de possibilités de culture ici en l'absence d'infrastructures. La plupart de nos Premières Nations dans le Nord, au Yukon, n'ont pas de serres quatre saisons. Nous sommes nombreux à avoir créé de petits jardins pour assurer une

Our salmon have been severely impacted by global warming. We haven't been able to harvest any Chinook or chum salmon at all this year along the Yukon River, as well as on the Porcupine where the salmon also migrate. Our traditional foods are declining.

For the Porcupine caribou, although it is a high number, I think there are not enough studies into either oil and gas or mining activity impacting its traditional migration route into our traditional territory. Either that, or global warming is seeing methane gases which are stopping them from travelling into our traditional territory and migrating into the Yukon altogether. They have mainly been lingering in the North and in Alaska in recent years, so it has been hard on our northerly communities to have access to traditional foods.

As well, the Yukon's population has been growing over time, and with that, that also means that more and more people are going out there hunting and harvesting, so we have been impacted that way as well in terms of having enough moose for our people to be reliant on.

There are a lot of impacts in regard to global warming in regard to traditional food sources. Being in the North, food security is always an issue. We have to have trucks drive the Alaska Highway from the south to bring food north. They have to drive at least two or three days from the large providers. In terms of Old Crow, they have to fly in. Some of our communities only have a really small store or small convenience store that provides general products, so basically, those who can afford it drive to the city of Whitehorse to buy a lot of case lots, but not everybody can afford that for themselves.

Having the breakfast program in our communities for our children is really great. That's really appreciated. Maybe in some of the more northerly communities, there also needs to be a lunch program because of the high cost of groceries. Even if there is a breakfast program, there are still probably children who go without food other than the breakfast program. If their family is on social assistance, that doesn't take them very far in regard to having food for the whole month.

*Marsee.*

**Senator Anderson:** As an Inuk, and in my past life as a negotiator on the Inuvialuit self-government agreement, it is my experience that discussions and negotiations with the Government of Canada are siloed and sometimes cursory. Instead of waiting on the Government of Canada, is there a strategic avenue for the rights holders to do a paradigm shift and

certain sécurité alimentaire, mais ce n'est vraiment pas suffisant. Le réchauffement de la planète a durement touché notre saumon. Nous n'avons pas pu pêcher de saumon chinook ou chum cette année dans le fleuve Yukon ou la rivière Porcupine, où le saumon migre également. Nos aliments traditionnels sont en déclin.

Quant au caribou de la Porcupine, bien que son nombre soit élevé, je pense qu'il n'y a pas suffisamment d'études sur l'impact des activités pétrolières, gazières ou minières sur sa route de migration naturelle vers notre territoire traditionnel. Soit cela, soit le réchauffement climatique produit des gaz de méthane qui les empêchent de se rendre sur notre territoire traditionnel et de migrer vers le Yukon. Les caribous sont surtout restés dans le Nord et en Alaska au cours des dernières années, de sorte qu'il a été difficile pour nos communautés du Nord d'avoir accès à des aliments traditionnels.

De plus, la population du Yukon s'est accrue au fil du temps, ce qui signifie que de plus en plus de gens chassent et pêchent, ce qui a également eu des effets sur nous et sur le nombre d'originaux dont nous dépendons.

Le réchauffement climatique a de nombreuses répercussions sur les sources d'alimentation traditionnelles. Dans le Nord, la sécurité alimentaire est toujours un problème. Des camions doivent emprunter la route de l'Alaska depuis le sud pour apporter de la nourriture dans le Nord. Ils doivent faire au moins deux ou trois jours de route à partir des emplacements de grands fournisseurs. Pour ce qui est d'Old Crow, le transport doit se faire par avion. Certaines de nos communautés n'ont qu'un très petit magasin ou un petit dépanneur qui offre des produits généraux. Donc, en gros, ceux qui peuvent se le permettre doivent se rendre à Whitehorse pour acheter des caisses entières d'aliments, mais tous ne peuvent se le permettre.

Le programme de petits déjeuners pour les enfants dans nos collectivités est vraiment formidable. C'est vraiment apprécié. Il pourrait également être nécessaire de mettre en place un programme de déjeuners dans certaines des collectivités plus au nord en raison du coût élevé des aliments. Même s'il existe un programme de petits déjeuners, il y a encore probablement des enfants qui n'ont pas de nourriture autre que celle que leur procure le programme de petits déjeuners. Si leur famille est bénéficiaire de l'aide sociale, cela ne les aidera pas vraiment à se nourrir pendant tout un mois.

*Marsee.*

**La sénatrice Anderson :** Moi qui suis Inuk et qui ai fait partie de l'équipe de négociation de l'entente d'autonomie gouvernementale des Inuvialuit, j'ai constaté que les discussions et les négociations avec le gouvernement du Canada sont cloisonnées et parfois superficielles. Au lieu d'attendre que le gouvernement du Canada agisse, n'y aurait-il pas un moyen

lead the discussions on engagement collectively on Arctic defence, security and sovereignty? Is that an option?

**Ms. Joseph:** I think that if we are able to provide for capacity funding, that could be an option. Working in partnership with others, we would be able to develop some level of programming. I know that working with the Rangers here, we can expand on what they are being provided at this point in time. I think that giving them the opportunity of some training with the army can also increase capacity and ability.

In September, I met this young boy at the store and asked him how he was doing. He said he was fine. He said his family was moving to Whitehorse. I asked him if he was going to Whitehorse to work. He said he was going there for a visit, and then he was going to look into joining the army. He was maybe 15 or 16 years old. He would have to go south for that. Such a young boy who doesn't have much experience in the world is thinking about doing that just to get some training, but he has to go such a far distance to do that, with no family support. It is difficult, and I think that more people would be interested if we had the infrastructure here in the Yukon as well.

**Ms. Adamek:** Thank you for the question.

As was shared by Chief Joseph, certainly I go back to a time that predates me and how things went very, very badly with the way in which our people were involved in a lot of the big shifts that affected our own people in this territory, Yukon First Nations people. Now moving into 2022, there is incredible opportunity to see co-governance models and to see the proven leadership and abilities of projects, initiatives, infrastructure that is done in partnership with Yukon First Nation governments. Essentially, we have our own plans. We have our own vision. We have incredible leadership here in the territory. I would say absolutely that this is a time that you could see a renewal in the relationship by way of supporting Yukon First Nations people to lead how they would like to in the space of defence and Arctic security.

I want to acknowledge you, senator, and your work as a negotiator. I can't imagine what that would have been like at a time where there were still so many misconceptions about our people. I think about Ivvavik National Park, which sits at the most northern tip of the territory. When we talk about ways in which there are these co-shared models, you can look at a lot of the national parks that exist here in the territory and are co-managed by our people. We have renewable resource councils. We have processes in which the boards and committees that make determinations on major projects include Yukon First Nations representation, which was never done in the past. Our agreements spell out the path moving forward, and they need to

stratégique pour les titulaires de droits de faire un changement de paradigme et de diriger les discussions sur l'engagement collectif en matière de défense, de sécurité et de souveraineté dans l'Arctique? Est-ce une option?

**Mme Joseph :** À mon avis, l'accès au financement des capacités pourrait être une option. En travaillant en partenariat avec d'autres, nous pourrions élaborer un certain niveau de programmation. Je sais qu'en travaillant avec les Rangers ici, nous pouvons bonifier ce qui leur est fourni à l'heure actuelle. Je crois qu'ils pourraient développer leurs capacités et leurs aptitudes s'ils pouvaient suivre des cours de formation avec les forces armées.

En septembre, j'ai rencontré un jeune garçon au magasin et je lui ai demandé comment il allait. Il m'a répondu qu'il allait bien et que sa famille allait déménager à Whitehorse. Je lui ai demandé s'il allait à Whitehorse pour travailler. Il a répondu qu'il y allait pour une visite, puis qu'il chercherait à s'engager dans l'armée. Il avait peut-être 15 ou 16 ans. Il devait aller dans le sud pour cela. Un jeune garçon qui ne possède pas une grande expérience du monde songe à faire cela simplement pour obtenir une formation, mais il doit voyager très loin pour le faire, sans soutien familial. Cela est difficile, et je pense que plus de gens souhaiteraient rester au Yukon si nous avions des infrastructures.

**Mme Adamek :** Je vous remercie de la question.

Comme l'a dit la cheffe Joseph, il me revient à l'esprit une époque que je n'ai pas connue et la façon dont les choses se sont très mal passées quant à un grand nombre de changements importants qui ont touché les Premières Nations du Yukon. En 2022, il existe de merveilleuses possibilités de mettre en œuvre des modèles de cogouvernance et des partenariats, grâce au leadership et aux capacités éprouvées des gouvernements des Premières Nations du Yukon en matière de projets, d'initiatives et d'infrastructures. Essentiellement, nous avons nos propres plans. Nous avons notre propre vision. Nous avons un leadership incroyable ici, dans le territoire. Je dirais que c'est un moment où l'on pourrait assister à un renouvellement de la relation en aidant les Premières Nations du Yukon à prendre les devants dans le domaine de la défense et de la sécurité dans l'Arctique.

Sénatrice, je tiens à vous remercier de votre travail de négociatrice. Je ne peux imaginer ce que cela a pu être à une époque où autant d'idées fausses circulaient encore au sujet de notre peuple. Je pense au parc national Ivvavik, qui se trouve à l'extrémité la plus au nord du territoire. Quand nous parlons de ces modèles de partage, on peut regarder un grand nombre de parcs nationaux qui existent ici et qui sont cogérés par notre peuple. Nous avons des conseils sur les ressources renouvelables. Nous avons des processus dans le cadre desquels les conseils et les comités qui prennent des décisions sur les grands projets incluent la représentation des Premières Nations du Yukon, ce qui n'a jamais été le cas par le passé. Nos ententes

be, in my view, looked to to provide us the direction that we need today.

Are Yukon First Nations wanting to be engaged? I would say yes. We've heard a lot of conversations at our chiefs summits about this particular topic. The support and capacity through funding through NORAD could provide nations like Tr'ondëk Hwëch'in and Kluane First Nation with the ability to become more engaged on this particular issue and move it beyond conversations and reflections to actual roles and responsibilities and perhaps looking at ways that some of those authorities that exist could be delegated to another government such as Yukon First Nations governments, for example. I'll leave my comments there.

**The Chair:** Thank you, both. Thank you, Senator Anderson, for a terrific closing question and to our witnesses for very fulsome and helpful answers.

This brings us to the end of our meeting this evening. I want to extend a very sincere thanks to you, Chief Joseph and Chief Adamek and to other witnesses today for guiding us through a very important set of discussions. Your contributions today are enormously helpful to us. We thank you for your time, your participation and your generosity in sharing your experience and advice with us. We couldn't do this without you. We've listened very carefully to what you've told us today, and I have no doubt that much of this will be reflected in our deliberations as we go forward. On behalf of the committee and the Senate of Canada, we thank you very much for this.

Colleagues, our next meeting will take place next Monday, December 5, at our usual time of 4 p.m. Eastern. With that, I wish you all a good evening.

(The committee adjourned.)

définissent la voie à suivre et, à mon avis, elles doivent nous fournir l'orientation dont nous avons besoin aujourd'hui.

Les Premières Nations du Yukon veulent-elles participer? Je dirais que oui. Nous avons beaucoup entendu parler de ce sujet lors de nos sommets des chefs. Le soutien et le renforcement des capacités par le biais du financement du NORAD pourraient permettre à des nations comme les Tr'ondëk Hwëch'in et la Première Nation de Kluane de s'engager davantage sur cette question particulière et de passer des conversations et des réflexions aux rôles et responsabilités réels et peut-être d'examiner les façons dont certains de ces pouvoirs pourraient être délégués à d'autres gouvernements, comme les gouvernements des Premières Nations du Yukon; par exemple. Je vais m'arrêter ici.

**Le président :** Merci à vous deux. Je vous remercie, sénatrice Anderson, pour cette excellente dernière question et je remercie nos témoins pour leurs réponses très complètes et utiles.

Cela nous amène à la fin de notre réunion de ce soir. Je tiens à vous remercier très sincèrement, cheffe Joseph et cheffe Adamek, ainsi que les autres témoins d'aujourd'hui, de nous avoir guidés à travers cette très importante série de discussions. Votre contribution aujourd'hui nous est extrêmement utile. Nous vous remercions de votre temps, de votre participation et de votre générosité en nous faisant part de votre expérience et de vos conseils. Nous ne pourrions pas y arriver sans vous. Nous avons écouté très attentivement ce que vous nous avez dit aujourd'hui, et je suis convaincu qu'une grande partie de vos propos se reflétera dans nos délibérations. Au nom du comité et du Sénat du Canada, nous vous en remercions infiniment.

Chers collègues, notre prochaine réunion aura lieu lundi prochain, le 5 décembre, à l'heure habituelle de 16 heures, heure de l'Est. Sur ce, je vous souhaite à tous une bonne soirée.

(La séance est levée.)